



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 10 du 14 avril 2011

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 14 avril 2011

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	428
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	428
CABINET.....	428
Bureau du cabinet.....	428
Arrêté du 12 avril 2011 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement.....	428
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	428
Bureau des réglementations.....	428
Arrêté du 1er avril 2011 portant autorisation administrative d'une entreprise privée de sécurité - Autorisation préfectorale n° 228.....	428
Dossier n° 2010/0616 - Arrêté du 1er avril 2011 portant modification d'un système de vidéosurveillance à VILLERS-LES-NANCY.....	428
Dossier n° 2011/0041 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY.....	429
Dossier n° 2011/0047 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à CHALIGNY.....	430
Dossier n° 2011/0048 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE.....	430
Dossier n° 2011/0049 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NEUVES-MAISONS.....	431
Dossier n° 2011/0050 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à SAINT-NICOLAS-DE-PORT.....	432
Dossier n° 2011/0051 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à RICHARDMENIL.....	432
Dossier n° 2011/0056 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY.....	433
Dossier n° 2011/0057 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY.....	434
Dossier n° 2011/0058 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LONGWY.....	434
Dossier n° 2011/0064 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à PONT-A-MOUSSON.....	435
Dossier n° 2011/0065 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY.....	436
Dossier n° 2011/0074 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à PAGNY-SUR-MOSELLE.....	436
Dossier n° 2011/0075 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LAXOU.....	437
Dossier n° 2011/0076 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à MALZEVILLE.....	438
Dossier n° 2011/0080 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à AUDUN-LE-ROMAN.....	438
Dossier n° 2011/0089 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à PONT-A-MOUSSON.....	439
Dossier n° 2011/0090 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY.....	440
Dossier n° 2011/0093 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à CONS-LA-GRANDVILLE.....	441
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	441
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	441
Arrêté du 25 mars 2001 autorisant la communauté de communes du Grand Couronné à exercer la compétence « Étude de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics ».....	441
Arrêté du 5 avril 2011 portant composition de la commission départementale de la coopération intercommunale de Meurthe-et-Moselle.....	442
Bureau des procédures environnementales.....	443
Extrait de l'arrêté du 6 avril 2011 portant modification de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.....	443
Arrêté du 6 avril 2011 portant prorogation de la déclaration d'utilité publique prononcée par arrêté préfectoral du 22 novembre 2006 relative à la dérivation des sources de Moulin Bas à GERMINY par la commune de THUILLEY-AUX-GROISELLES en communes de GERMINY et VITERNE, d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau et à l'autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.....	444
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	444
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	444
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	444
Etablissements et services pour personnes âgées.....	444
Arrêté 2011 ARS N° 126 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 99 du 31 mars 2011 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Hôtel Club » de SAINT-MAX.....	444
Arrêté 2011 ARS N° 127 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 98 du 31 mars 2011 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Villa Saint-Pierre Fourier » de VILLERS-LES-NANCY.....	445
Arrêté 2011 ARS N° 128 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 97 du 31 mars 2011 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Simon Bénichou » de NANCY.....	446
Arrêté 2011 ARS N° 129 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 96 du 31 mars 2011 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « KORIAN Plaisance » de NANCY.....	447
Arrêté 2011 ARS/DT54/PA N° 130 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 095 du 31 mars 2011 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « LA COMPASSION » à SAINT-FIRMIN.....	447
Arrêté 2011 ARS/DT54/PA N° 131 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 093 du 31 mars 2011 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « LA FONTAINE DE LINCOURT » à EINVILLE-AU-JARD.....	448
Arrêté 2011 ARS/DT54/PA N° 132 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 094 du 31 mars 2011 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « LES BRUYERES » à JOUDREVILLE.....	449
Arrêté 2011 ARS/DT54/PA N° 133 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 092 du 31 mars 2011 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « CENTRE BRANCION » à ROYAUMEIX.....	450
Arrêté 2011 ARS/DT54/PA N° 134 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 091 du 31 mars 2011 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « SAINT-DOMINIQUE » de MARS-LA-TOUR.....	451
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	451
Service produits de santé et biologie.....	452
Arrêté n° 61-2011 en date du 17 février 2011 relatif à la fermeture de la Pharmacie à Usage Intérieur du Centre Hospitalier Marie-Madeleine à FORBACH.....	452
Arrêté n° 62-2011 en date du 17 février 2011 relatif à la fermeture de la Pharmacie à Usage Intérieur du Centre Hospitalier Lemire à SAINT- AVOLD.....	452
Arrêté n° 63-2011 en date du 17 février 2011 portant autorisation de création de deux Pharmacies à Usage Intérieur au Centre Hospitalier Intercommunal « Unisanté+ ».....	453
Arrêté n° 2011-91 en date du 2 mars 2011 portant autorisation de sous-traitance des activités de stérilisation par le « Centre Hospitalier Universitaire de Nancy – Hôpital Central » pour le compte de « l'OHS – Centre de Rééducation Florentin à NANCY – Centre Jacques Parisot à BAINVILLE-SUR-MADON ».....	454
Arrêté n° 2011-99 en date du 8 mars 2011 portant rejet d'une demande de licence de création d'une officine de pharmacie à VELAIN-EN-HAYE.....	454
Arrêté n° 2011-107 en date du 15 mars 2011 portant autorisation d'une demande de transfert provisoire d'une officine de pharmacie à REMILLY (57580).....	455
Arrêté n° 2011-109 en date du 16 mars 2011 portant autorisation de transformation de plusieurs laboratoires de biologie médicale exploites par la SELCA « Laboratoire Médico-biologie atoutbio » en un laboratoire de biologie médicale multisite - Autorisation n° 54-75 - N° FINESS Entité juridique : 540021284.....	455
Arrêté n° 2011-110 en date du 16 mars 2011 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral en commandite par actions SELCA « LABORATOIRE MEDICO-BOLOGIQUE ATOUTBIO » enregistrée sous le n° 08.....	457
Arrêté n° 2011-121 du 28 mars 2011 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale du centre de médecine préventive sis 2 rue du Doyen Jacques Parisot à VANDEUVRE-LES-NANCY (54500) - Autorisation n° 54-45.....	457
DEPARTEMENT AMBULATOIRE ET ACCES A LA SANTE.....	458
Arrêté n° 2011-147 du 7 avril 2011 portant radiation de l'agrément n° 116 délivré à la SARL Ambulance V.S.L. taxis MAGI-TARGA, 677 rue de l'Yser - 54790 MANCIEULLES.....	458
Arrêté n° 2011-148 du 7 avril 2011 portant radiation de l'agrément n° 99 délivré à la société PIENNES AMBULANCES, 39 rue de la Liberté - 54490 PIENNES.....	459

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE.....	459
RESSOURCES ET MILIEUX NATURELS.....	459
Arrêté n° 2011-DREAL-RMN-25 du 5 avril 2011 autorisant à déroger à l'interdiction de capture définitive, transport, détention et utilisation en vue du relâcher de spécimens d'espèces animales protégées.....	459
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	460
AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....	460
Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/153 du 28 mars 2011 approuvant les statuts de l'association foncière de COLOMBEY-LES-BELLES.....	460
Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/189 du 8 avril 2011 approuvant les statuts de l'association foncière d'ARMAUCOURT.....	461
Arrêté en date du 7 avril 2010 relatif à la destruction de sangliers qui causent des dégâts aux cultures des agriculteurs du département.....	461
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES.....	462
Arrêté du 15 mars 2011 portant approbation du plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de CONFLANS-EN-JARNISY, GIRAUMONT, HATRIZE, JARNY et LABRY.....	462
Arrêté n° 2011/DDT/SG/006 du 8 avril 2011 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics.....	463
Arrêté n° 2011/DDT/SG/007 du 8 avril 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale.....	464
ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE.....	466
Arrêté modificatif DDT-PECHE 2011/11 du 1er avril 2011 autorisant l'office national de l'eau et des milieux aquatiques à pratiquer des pêches à des fins scientifiques et à transporter du poisson dans le département de Meurthe-et-Moselle pour 2011.....	466
Arrêté DDT-PECHE 2011/12 du 5 avril 2011 autorisant la pêche de la carpe de nuit dans l'étang de la Ballastière sur les communes de BERTRICHAMPS et THIAVILLE-SUR-MEURTHE.....	468
Arrêté DDT-PECHE 2011/13 du 11 avril 2011 autorisant la capture et la remise à l'eau du poisson dans le cadre des travaux de réparation suite à la rupture de l'aqueduc sur le canal de la Marne au Rhin.....	468
TRANSPORTS - SECURITE.....	470
Arrêté 2011/DDT/TS/009 du 6 avril 2011 réglementant temporairement la circulation dans le sens de circulation Paris-Strasbourg et Strasbourg-Paris de l'autoroute A4 durant les travaux de réfection des chaussées du PR 305+820 au PR 272+000 durant la période comprise entre le 11 avril et le 24 juin 2011.....	470
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	474
Arrêté du 8 avril 2011 portant clôture des travaux de remaniement du cadastre de la commune de VILLERS-SOUS-PRENY.....	474
RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ.....	474
Arrêté rectoral du 4 avril 2011 concernant un recrutement de 11 adjoints administratifs par la voie du PACTE au titre de l'année 2011.....	474
INSPECTION ACADEMIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	475
Arrêté du 6 avril 2011 portant modification du Conseil Départemental de l'Education Nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	475
AUTRES SERVICES.....	476
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY.....	476
Décision n° 024/11 du 30 mars 2011 portant délégation de signature.....	476
VILLE DE TOUL.....	476
Arrêté du 20 octobre 2010 concernant le Règlement Local de Publicité applicable sur le territoire de TOUL.....	476
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	477
AUTRES SERVICES.....	477
INSTITUT NATIONAL POLYTECHNIQUE DE LORRAINE.....	477
Avis de recrutements externes d'adjoints techniques de recherche et de formation.....	477
CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE.....	478
Avis de concours sur titre du 1er avril 2011 en vue de pourvoir un poste de manipulateur d'électroradiologie médicale.....	478

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****CABINET***Bureau du cabinet***Arrêté du 12 avril 2011 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924

VU le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour actes de courage et de dévouement

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements

SUR proposition du directeur départemental des services d'incendie et de secours

ARRETE

Article 1er : la médaille de bronze pour actes de courage et de dévouement est décernée à :

- M. Stany GALIANA

- Mme Linda MEYER

- M. David KONG

Le 1er septembre 2010, rue Jacquard à Nancy, MM. GALIANA, KONG et Mme MEYER portaient assistance à une jeune femme qui venait d'être poignardée de plusieurs coups de couteau par son conjoint, qui s'est blessé lui-même avec son arme. MM. GALIANA, KONG et Mme MEYER n'ont pas hésité à cette occasion à prendre des risques pour porter secours à une personne en danger.

Article 2 : le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur départemental des services d'incendie et de secours et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 12 avril 2011

Le Préfet,
Adolphe COLRAT

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES*Bureau des réglementations***Arrêté du 1er avril 2011 portant autorisation administrative d'une entreprise privée de sécurité - Autorisation préfectorale n° 228**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 modifiée réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment ses articles 1er, 2 et 7

VU le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 2

VU la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure, notamment les articles 96 et suivants

VU la demande présentée par M. El Mekki EL BEKKAOUI, en vue d'obtenir l'autorisation de fonctionnement d'une entreprise d'activité privée de surveillance et de gardiennage, qu'il souhaite diriger à VANDOEUVRE LES NANCY, 8, rue Jacquard sous la dénomination « SASU ATLAS INNOVATION SECURITE »

CONSIDÉRANT que cette entreprise est constituée conformément à la législation en vigueur

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er - L'entreprise de sécurité privée, société par actions simplifiée unipersonnelle « SASU ATLAS INNOVATION SECURITE » est autorisée à exercer les activités privées de surveillance et de gardiennage telles que définies aux alinéas 1 et 2 de l'article 1er de la loi du 12 juillet 1983 susvisée à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- M. El Mekki EL BEKKAOUI

- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle

- M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle

- M. le maire de VANDOEUVRE LES NANCY

- M. le greffier du tribunal de commerce de NANCY

et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Nancy, le 1er avril 2011

Pour le Préfet et par délégation,
L'Attachée du Bureau des Réglementations,
Evelyne GEOFFROY

Voies et délais de recours

- *recours gracieux motivé adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée.*

- *recours hiérarchique introduit auprès de M. le ministre de l'intérieur et de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration – direction des libertés publiques et des affaires juridiques – sous-direction des libertés publiques et de la police administrative – 11, rue des Saussaies 75808 Paris.*

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- *recours contentieux formé devant le tribunal administratif de Nancy.*

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date de rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

Dossier n° 2010/0616 - Arrêté du 1er avril 2011 portant modification d'un système de vidéosurveillance à VILLERS-LES-NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéosurveillance, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéosurveillance ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU l'arrêté préfectoral du 9 avril 1997 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance modifié par arrêté préfectoral du 13 novembre 2006 ;
VU la demande de modification d'un système de vidéosurveillance autorisé situé IUT NANCY BRABOIS rue du Doyen URION - 54601 VILLERS-LES-NANCY présentée par M. Eddy BAJIC ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéosurveillance en sa séance du 31 janvier 2011 ;
SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er – M. Eddy BAJIC est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéosurveillance, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° **2010/0616**. Cette modification intervient sur l'installation de vidéosurveillance précédemment autorisée par arrêté préfectoral susvisé.

Article 2 – Les modifications portent sur le nombre de caméras.

Article 3 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 4 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Eddy BAJIC directeur de l'IUT NANCY BRABOIS rue du Doyen URION 54601 VILLERS LES NANCY ainsi qu'au Maire de la commune de VILLERS LES NANCY.
Nancy, le 1er avril 2011

Pour le Préfet,
La Directrice des Libertés Publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2011/0041 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Pharmacie MALJEAN PIERSON SNC 5 place de la Commanderie - 54000 NANCY présentée par Mme Chantal MALJEAN ;

ARRETE

Article 1er – Mme Chantal MALJEAN est autorisée(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0041**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Chantal MALJEAN.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 10 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Chantal MALJEAN, 5 place de la Commanderie 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 4 avril 2011

Pour le Préfet,
La Directrice des Libertés Publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2011/0047 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à CHALIGNY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Bar tabac « Le Lafayette Eden » 873 rue Edmond PINTIER - 54230 CHALIGNY présentée par M. Grégory KRIEGLER ;

ARRETE

Article 1er – M. Grégory KRIEGLER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0047**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Grégory KRIEGLER.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Grégory KRIEGLER, 873 rue Edmond PINTIER 54230 CHALIGNY et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de CHALIGNY.

Nancy, le 4 avril 2011

Pour le Préfet,
La Directrice des Libertés Publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2011/0048 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LUNEVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Bar Tabac « Le Marigny » 56 avenue Voltaire - 54300 LUNEVILLE présentée par M. Olivier HOMAND ;

ARRETE

Article 1er – M. Olivier HOMAND est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0048**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Olivier HOMAND.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Olivier HOMAND, 56 avenue Voltaire 54300 LUNEVILLE et dont une copie sera transmise au Maire de LUNEVILLE et au sous-préfet de LUNEVILLE.

Nancy, le 4 avril 2011

Pour le Préfet,
La Directrice des Libertés Publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2011/0049 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NEUVES-MAISONS

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Pharmacie PIERSON VOLLMAR 108 bis rue Jean-Jaurès - 54230 NEUVES-MAISONS présentée par Mme Isabelle PIERSON ;

ARRETE

Article 1er – Mme Isabelle PIERSON est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0049**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Isabelle PIERSON.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 0 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Colonel, commandant de groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Isabelle PIERSON, 108 bis rue Jean-Jaurès 54230 NEUVES MAISONS et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de NEUVES MAISONS.

Nancy, le 4 avril 2011

Pour le Préfet,
La Directrice des Libertés Publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2011/0050 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à SAINT-NICOLAS-DE-PORT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé magasin LIDL rue de Champy - 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT présentée par M. Emmanuel SOLOFRIZZO ;

ARRETE

Article 1er – M. Emmanuel SOLOFRIZZO est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0050**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Léa ALLIOT .

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 10 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Emmanuel SOLOFRIZZO , ZIA de Gondreville Fontenoy 54840 GONDREVILLE et dont une copie sera transmise au Maire de la commune SAINT-NICOLAS-de-PORT.

Nancy, le 4 avril 2011

Pour le Préfet,
La Directrice des Libertés Publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2011/0051 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à RICHARDMENIL

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Pharmacie ALBERTI 62 rue de NANCY - 54630 RICHARDMENIL présentée par Mme Véronique ALBERTI ;

ARRETE

Article 1er – Mme Véronique ALBERTI est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0051**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Véronique ALBERTI .

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 10 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Véronique ALBERTI, 62 rue de NANCY 54630 RICHARMENIL et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de RICHARMENIL.

Nancy, le 4 avril 2011

Pour le Préfet,
La Directrice des Libertés Publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2011/0056 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé magasin DIAMS ONE (KAPORAL Textiles) rue des Ponts (centre commercial Saint-Sébastien) - 54045 NANCY présentée par M. Laurent EMSELLEM ;

ARRETE

Article 1er – M. Laurent EMSELLEM est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0056**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Laurent EMSELLEM.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Laurent EMSELLEM, 20 boulevard Ampère 13014 MARSEILLE et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.
Nancy, le 4 avril 2011

Pour le Préfet,
La Directrice des Libertés Publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2011/0057 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé « SNACK COYOTTE » 7 rue du Guerrier de Dumast - 54000 NANCY présentée par M. Mehmet TORUNOGLULLARI ;

A R R E T E

Article 1er – M. Mehmet TORUNOGLULLARI est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0057**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Mehmet TORUNOGLULLARI.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 20 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Mehmet TORUNOGLULLARI, 7 rue du Guerrier de Dumast 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.
Nancy, le 4 avril 2011

Pour le Préfet,
La Directrice des Libertés Publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2011/0058 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LONGWY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SAS CEVOILY (Rapid Flore) 22 avenue de Saintignon - 54400 LONGWY présentée par Mme Sandra JENTZER ;

A R R E T E

Article 1er – Mme Sandra JENTZER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0058**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes. Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Sandra JENTZER. .

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 16 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Sandra JENTZER, 22 avenue de Saintignon 54400 LONGWY et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de LONGWY et à la sous-préfète de BRIEY.

Nancy, le 4 avril 2011

Pour le Préfet,
La Directrice des Libertés Publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2011/0064 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à PONT-A-MOUSSON

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé « YSE BEAUTE » 9 rue Victor Hugo - 54700 PONT-A-MOUSSON présentée par Melle Stéphanie MUNIER ;

ARRETE

Article 1er – Melle Stéphanie MUNIER est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2011/0064.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Melle Stéphanie MUNIER .

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Melle Stéphanie MUNIER, 9 rue Victot Hugo 54700 PONT A MOUSSON et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de PONT A MOUSSON.

Nancy, le 4 avril 2011

Pour le Préfet,
La Directrice des Libertés Publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2011/0065 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé SARL ANGE 32 rue Gambetta - 54000 NANCY présentée par M. Anthony DISS ;

ARRETE

Article 1er – M. Anthony DISS est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0065**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Catherine DISS .

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Anthony DISS, 32 rue Gambetta 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 4 avril 2011

Pour le Préfet,
La Directrice des Libertés Publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2011/0074 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à PAGNY-SUR-MOSELLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Bar PMU « Le SULKY » 2 rue des Aulnois - 54530 PAGNY-SUR-MOSELLE présentée par Mme Michèle HUIN ;

ARRETE

Article 1er – Mme Michèle HUIN est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0074**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.
- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Michèle HUIN .

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Michèle HUIN 2 rue des Aulnois 54530 PAGNY SUR MOSELLE et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de PAGNY SUR MOSELLE.

Nancy, le 4 avril 2011

Pour le Préfet,
La Directrice des Libertés Publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2011/0075 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à LAXOU

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Tabac presse jeux le « PAPITO » 14 rue Aristide BRIAND - 54501 LAXOU présentée par M. Philippe CHAUVET ;

ARRETE

Article 1er – M. Philippe CHAUVET est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2011/0075.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.
- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Philippe CHAUVET.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Philippe CHAUVET, 14 rue Aristide BRIAND 54501 LAXOU et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de LAXOU.

Nancy, le 4 avril 2011

Pour le Préfet,
La Directrice des Libertés Publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2011/0076 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à MALZEVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé boulangerie « WILL » 2 allée des Hirondelles - 54220 MALZEVILLE présentée par M. William GEHIN ;

ARRETE

Article 1er – M. William GEHIN est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0076**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. William GEHIN.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. William GEHIN, 2 allée des Hirondelles 54220 MALZEVILLE et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de MALZEVILLE.

Nancy, le 4 avril 2011

Pour le Préfet,
La Directrice des Libertés Publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2011/0080 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à AUDUN-LE-ROMAN

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé « Foyer des personnes âgées Ambroise CROIZAT » 2 rue Ambroise CROIZAT - 54560 AUDUN-LE-ROMAN présentée par M. Marc COLIN maire d'AUDUN LE ROMAN, Président du Centre Communal d'Action Sociale ;

ARRETE

Article 1er – M. Marc COLIN est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0080**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès M. Marc COLIN.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 20 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document public.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Marc COLIN, Maire d'AUDUN LE ROMAN, Président du Centre Communal d'Action Sociale, place du Général de Gaulle 54560 AUDUN LE ROMAN et dont une copie sera transmise à la sous-préfète de BRIEY.

Nancy, le 4 avril 2011

Pour le Préfet,
La Directrice des Libertés Publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2011/0089 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à PONT-A-MOUSSON

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Pharmacie VIOLINI 25 rue Victor Hugo - 54700 PONT-A-MOUSSON présentée par M. Gilles VIOLINI ;

ARRETE

Article 1er – M. Gilles VIOLINI est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0089**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Gilles VIOLINI.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Gilles VIOLINI, 25 rue Victor Hugo 54700 PONT A MOUSSON et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de PONT A MOUSSON.

Nancy, le 4 avril 2011

Pour le Préfet,
La Directrice des Libertés Publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2011/0090 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à NANCY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé CARREFOUR CITY 10 rue Saint-Nicolas - 54000 NANCY présentée par M. Eric BOULARD ;

ARRETE

Article 1er – M. Eric BOULARD est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0090**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Eric BOULARD.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Eric BOULARD, 10 rue SAINT-NICOLAS 54000 NANCY et dont une copie sera transmise au Maire de NANCY.

Nancy, le 4 avril 2011

Pour le Préfet,
La Directrice des Libertés Publiques,
Antoinette AUDIA

Dossier n° 2011/0093 - Extrait de l'arrêté du 4 avril 2011 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance à CONS-LA-GRANDVILLE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Bar restauration rapide « l'Escale » « 4 route de Longwy - 54870 CONS-LA-GRANDVILLE présentée par Mme Elisabeth FUND ;

ARRETE

Article 1er – Mme Elisabeth FUND est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2011/0093**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Autres (surveillance ouverte et fermeture car n'habite pas sur place).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès Mme Elisabeth FUND.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 1 jour.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Mme Elisabeth FUND, 4 route de Longwy - 54870 CONS LA GRANDVILLE et dont une copie sera transmise au Maire de la commune de CONS LA GRANDVILLE et à la sous-préfète de BRIEY.

Nancy, le 4 avril 2011

Pour le Préfet,
La Directrice des Libertés Publiques,
Antoinette AUDIA

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE*Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités***Arrêté du 25 mars 2001 autorisant la communauté de communes du Grand Couronné à exercer la compétence « Étude de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics »**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5211-17 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2002 autorisant la création de la communauté de communes du Grand Couronné ;

VU la délibération du 22 septembre 2010 par laquelle la communauté de communes du Grand Couronné décide d'étendre ses compétences en matière de "plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics (PAVE) ;

VU la lettre de notification en date du 2 novembre 2010 demandant aux conseils municipaux de délibérer sur cette modification ;

VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de :

Agincourt (26/11/2010), Amance (4/11/2010), Bouxières-aux-Chênes (3/12/2010), Buissoncourt (29/11/2010), Cerville (19/11/2010), Champenoux (8/12/2010), Dommartin-sous-Amance (9/12/2010), Erbéviller-sur-Amezule (30/11/2010), Eulmont (01/12/2010), Gellenoncourt (2/12/2010), Laitre-sous-Amance (18/11/2010), Laneuvelotte (14/12/2010), Lénoncourt (26/11/2010), Mazerulles (09/12/2010), Sornéville (3/12/2010) et Velaine-sous-Amance (23/11/2010) ;

CONSIDÉRANT que l'absence de délibération dans le délai de consultation de 3 mois vaut avis favorable ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, la majorité qualifiée requise par les articles L5211-17 et L5211-5-II du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

SUR proposition de la sous-préfète chargée de mission ;

ARRETE

Article 1er : La communauté de communes du Grand Couronné est autorisée à exercer la compétence :

" Étude de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics.

La communauté de communes pourra, sous certaines conditions, à la demande des communes membres, faire appel à des prestataires extérieurs pour réaliser le plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics. Une convention fixera les conditions techniques et financières pour réaliser cette étude. "

Le reste sans changement.

Article 2 : Les statuts, modifiés en conséquence, resteront annexés au présent arrêté.

Article 3 : La sous-préfète chargée de mission et le président de la communauté de communes du Grand Couronné sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 25 mars 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète Chargée de Mission,
Juliette TRIGNAT

Les statuts annexés sont consultables en préfecture à la Direction de l'action locale, Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.

Arrêté du 5 avril 2011 portant composition de la commission départementale de la coopération intercommunale de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 5211-42 et suivants et R 5211-23-1 et suivants du code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 février 2011 fixant le nombre de membres de la formation plénière et de la formation restreinte de la commission départementale de la coopération intercommunale, ainsi que l'attribution du nombre de sièges aux différentes catégories de représentants ;

VU la circulaire n° IOC K 11 03795 C du 4 février 2011 fixant les modalités de composition et de fonctionnement de la commission départementale de la coopération intercommunale ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 mars 2011 désignant les représentants des communes, des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, des syndicats de communes et des syndicats mixtes au sein de la commission départementale de la coopération intercommunale de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'élection en date du 1er avril 2011 des représentants du conseil général de Meurthe-et-Moselle à la commission départementale de la coopération intercommunale de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'élection en date du 1er avril 2011 des représentants du conseil régional de Lorraine à la commission départementale de la coopération intercommunale de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1er : La commission départementale de la coopération intercommunale de Meurthe-et-Moselle dans sa formation plénière, est composée ainsi qu'il suit :

Collège des communes dont la population est inférieure à la moyenne départementale, soit 1250 habitants :

Membres titulaires :

- Mme Rose-Marie FALQUE, maire d'Azerailles,
- M. Jean-François DAMIEN, maire de Grand-Failly,
- M. Dominique POTIER, maire de Lay-Saint-Rémy
- M. Luc MARTIN, maire de Benney
- M. Olivier JACQUIN, adjoint au maire de Limey-Reménauville
- M. Jean-François GUILLAUME, maire de Ville-en-Vermois
- M. Claude MANET, maire de Bruley
- Mme Catherine BOURSIER, adjointe au maire de Champey-sur-Moselle

Liste complémentaire :

- M. Daniel NEY, maire de Saint-Ail-Habonville
- M. Jacques BOULANGER, maire de Pierre-Percée
- Mme Marie-Louise HARALAMBON, maire de Favières
- M. Daniel ROESER, maire de Tellancourt

Collège des cinq communes les plus peuplées du département :

Membres titulaires :

- M. André ROSSINOT, maire de Nancy
- Mme Marie-Thérèse MATTERA, adjointe au maire de Vandoeuvre
- M. Jacques LAMBLIN, maire de Lunéville
- Mme Nicole FEIDT, maire de Toul
- M. Laurent GARCIA, maire de Laxou
- Mme Claudine GUIDAT, adjointe au maire de Nancy

Liste complémentaire :

- M. Gérard RONGEOT, conseiller municipal de Nancy
- M. Pierre ROUSSELOT, adjoint au maire de Vandoeuvre
- Mme Brigitte FLEURANTIN, adjointe au maire de Lunéville

Collège des communes d'au moins 1250 habitants, hors les cinq communes les plus peuplées du département :

Membres titulaires :

- M. Henri BEGORRE, maire de Maxéville
- M. Christian ECKERT, maire de Trieux
- M. Guy VATTIER, maire de Briey
- M. Maurice VILLAUME, maire de Damelevières
- M. Filipe PINHO, maire de Chaligny

Liste complémentaire :

- Mme Christiane CONTAL, maire de Pagny-sur-Moselle
- M. Luc BINSINGER, maire de Saint-Nicolas de Port
- M. Jean-Luc SENAULT, maire de Flavigny-sur-Moselle

Collège des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre :

Membres titulaires :

- M. Edouard JACQUE, président de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy
- M. Laurent TROGRIC, président de la communauté de communes du Bassin de Pompey
- M. François GENAY, président de la communauté de communes de la Mortagne
- M. Pierre BOILEAU, vice-président de la communauté urbaine du Grand Nancy
- M. Christian DAYNAC, président de la communauté de communes du Pays de Colombey et du sud toulousain
- M. Ennio BAZZARA, vice-président de la communauté de communes du Grand Couronné
- M. Henry LEMOINE, président de la communauté de communes du Pays de Pont-à-Mousson
- M. Bernard BRUNETTE, président de la communauté de communes des Deux Rivières
- M. Henri POIRSON, président de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch
- M. Laurent de GOUVION SAINT-CYR, président de la communauté de communes du Lunévillois
- Mme Marie-José FOURNIER, présidente de la communauté de communes des côtes en Haye
- M. Jacky ZANARDO, président de la communauté de communes du Jarnisy
- M. Robert BLAISE, président de la communauté de communes des Pays du sel et du Vermois
- M. Gilbert ZIEGER, président de la communauté de communes de la Vezouze
- M. Jacques FLORENTIN, président de la communauté de communes de Seille et Mauchère
- M. Michel CLAIRE, délégué de la communauté de communes du Bayonnais
- Mme Annie VILLA, présidente de la communauté de communes Moselle et Madon
- M. Serge DE CARLI, vice-président de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy
- M. Pascal JACQUEMIN, délégué de la communauté urbaine du Grand Nancy

Liste complémentaire :

- M. Jean-Pierre COUTEAU, président de la communauté de communes de Hazelle
- M. Pierre MERSCH, président de la communauté de communes du Pays de Longuyon
- Mme Annie FARRUDJA, présidente de la communauté de communes du Val de Meurthe
- M. Christian GUILLAUME, président de la communauté de communes du Grand Couronné
- M. Bernard MULLER, président de la communauté de communes du Badonvillois
- M. Bernard BURTE, vice-président de la communauté de communes des Vals de Moselle et de l'Esch
- M. Jean-Jacques BIC, vice-président de la communauté de communes du Grand Valmon
- M. Christian LOMBARD, vice-président de la communauté de communes du Pays de l'Orne
- M. Antoine PERNOT, vice-président de la communauté de communes de Seille et Mauchère
- M. Bernard LABBE, vice-président de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy

Collège des syndicats de communes et des syndicats mixtes :

Membres titulaires :

- M. Jean-François HUSSON, président de syndicat mixte du schéma de cohérence territoriale sud Meurthe-et-Moselle
- M. Jean-François GRANDBASTIEN, président du syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement du Bassin de Pompey

Liste complémentaire :

- M. Alain MERCIER, président du syndicat des eaux du Soiron

Représentants du conseil général de Meurthe-et-Moselle :

Membres titulaires :

- M. Michel DINET, président du conseil général
- M. Mathieu KLEIN
- M. Gauthier BRUNNER
- M. André CORZANI
- M. Michel MARCHAL

Liste complémentaire :

- M. Jean-Paul VINCHELIN
- M. Noël GUERARD
- M. Christian ARIES

Représentants du conseil régional de Lorraine :

Membres titulaires :

- Mme Rachel THOMAS
- M. Ahmed REMAOUN

Liste complémentaire :

- M. Jean-Marc FOURNEL

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée aux membres de la commission départementale de la coopération intercommunale, à la présidente de l'association des maires de Meurthe-et-Moselle, et dont publication sera faite au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 5 avril 2011

Le Préfet,
Adolphe COLRAT

Bureau des procédures environnementales

Extrait de l'arrêté du 6 avril 2011 portant modification de la composition du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 27 avril 2010 portant désignation des membres conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

VU les propositions du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle ; ;

ARRETE

Article 1er : L'article 1er de l'arrêté du 27 avril 2010 susvisé portant désignation des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques est modifié comme suit, pour ce qui concerne les membres du 2ème groupe : représentants des collectivités territoriales :

- deux conseillers généraux titulaires et suppléants

Titulaires
M. Maurice VILLAUME
M. Pierre BAUMANN

Suppléants
M. Olivier JACQUIN
M. Anthony CAPS

Article 2 : Durée du mandat des membres

La durée du mandat des membres visés à l'article précédent est de trois ans à compter du 21 juillet 2009.

Article 3 : Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 4 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du conseil et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 6 avril 2011

Le Préfet,
Adolphe COLRAT

Arrêté du 6 avril 2011 portant prorogation de la déclaration d'utilité publique prononcée par arrêté préfectoral du 22 novembre 2006 relative à la dérivation des sources de Moulin Bas à GERMINY par la commune de THUILLEY-AUX-GROSEILLES en communes de GERMINY et VITERNE, d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau et à l'autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment l'article L.11-5 relatif à la prolongation des effets de la déclaration d'utilité publique ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-66 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2006 portant déclaration d'utilité publique de la dérivation des sources de Moulin Bas à Germigny par la commune de Thuilley-aux-Groseilles en communes de Germigny et Viterne, d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine ;

VU la demande du maire de Thuilley-aux-Groseilles du 22 mars 2011, sollicitant la prorogation de ladite déclaration d'utilité publique afin de disposer du délai nécessaire pour l'exécution des démarches de recherches de propriétaires pour permettre l'acquisition des parcelles incluses dans le périmètre de protection immédiat des sources de Moulin Bas amont-aval ;

VU la délibération n° 2011-08 du conseil municipal de Thuilley-aux-Groseilles en date du 19 mars 2011 sollicitant la prorogation de la déclaration d'utilité publique ;

CONSIDÉRANT que l'objet de l'opération, le périmètre à exproprier et les circonstances de droit ou de fait, tant du point de vue financier et technique qu'en ce qui concerne l'environnement, n'ont pas subi de modifications substantielles ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de poursuivre la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La déclaration d'utilité publique prononcée par arrêté préfectoral du 22 novembre 2006 en vue de l'acquisition de parcelles situées à l'intérieur des périmètres de protection immédiate des captages Moulin Bas amont aval, est prorogée de cinq ans, soit jusqu'au 22 novembre 2016.

Article 2 : En application des dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy dans le délai de deux mois à compter :

- de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

- de sa notification pour les propriétaires de parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate ou rapprochée.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Toul, ainsi que les maires de Thuilley-aux-Groseilles, de Germigny et de Viterne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer la bonne exécution des dispositions du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et affiché pendant un mois dans les mairies visées ci-dessus.

Une copie du présent arrêté sera adressée au directeur général de l'agence régionale de santé, au directeur départemental des territoires, au directeur du bureau des recherches géologiques et minières, au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement du territoire et du logement et au directeur de l'agence de l'eau Rhin-Meuse.

Nancy, le 6 avril 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Etablissements et services pour personnes âgées

DIRECTION DES SOLIDARITES ET DE L'ACTION SOCIALE

Personnes âgées / Personnes handicapées

Arrêté 2011 ARS N° 126 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 99 du 31 mars 2011 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Hôtel Club » de SAINT-MAX

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L.312-1 à L.312-9, L.313-1 à L.313-9 et L.342-1 à L.342-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'article L.1432-2 du code de la santé publique ;

VU les articles R.313-1 à R.313-7-3, R.314-1 à R.314-8 et D.313-11 à D.313-14 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine n° 144 du 8 juillet 2010 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;

VU le schéma gérontologique 2009-2013 du conseil général de Meurthe-et-Moselle présenté devant l'assemblée départementale le 23 mars 2009 ;
VU l'arrêté du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle du 27 juin 1994 portant transfert à la S.A. « Société d'exploitation de l'Hôtel Club de NANCY » de l'autorisation de création d'une maison de retraite délivrée à l'association « Hôtel club de NANCY –Résidence pour personnes âgées » ;
VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle du 29 novembre 2004 autorisant la S.A. « société d'exploitation de l'Hôtel Club » sis à SAINT-MAX à accueillir des personnes âgées dépendantes ;
VU la circulaire N°DREES/DMSI/2009/184 du 1er juillet 2009 relative à la mise en œuvre du volet médico-social du plan Alzheimer et maladies apparentées 2008-2012 ;
CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places, par types de prises en charge et par catégories de bénéficiaires, pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;
SUR PROPOSITION du directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine et du directeur général des services du département de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETEMENT

Article 1er : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « l'Hôtel Club », à SAINT-MAX, est fixée à 120 places d'hébergement permanent.

Article 2 : La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 000 168 2

Code statut juridique : 73 Société Anonyme

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 640 0

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

capacité : 120

Code MFT : 25 (PD EHPAD partiel nHS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 120

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 120

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 120

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de NANCY – 5 place Carrière CO 38 54036 NANCY Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié au bulletin des actes administratifs du département, au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Lorraine et de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 mars 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

La Vice-Présidente Déléguée au Développement Social
et aux Personnes Agées et Handicapées,
Michèle PILOT

Arrêté 2011 ARS N° 127 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 98 du 31 mars 2011 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Villa Saint-Pierre Fourier » de VILLERS-LES-NANCY

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,
Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 312-1 à L 312-9, L 313-1 à L 313-9 et L 342-1 à L 342-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'article L. 1432-2 du code de la santé publique ;

VU les articles R 313-1 à R 313-7-3, R 314-1 à R 314-8 et D 313-11 à D.313-14 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine n° 144 du 8 juillet 2010 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;

VU le schéma gérontologique 2009-2013 du conseil général de Meurthe-et-Moselle présenté devant l'assemblée départementale le 23 mars 2009 ;

VU l'arrêté conjoint du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle et du préfet de Meurthe-et-Moselle du 15 février 2008 autorisant l'association « Villa Saint-Pierre Fourier » à transformer la Villa Saint-Pierre Fourier en un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) après transfert dans de nouveaux locaux ;

VU la circulaire N°DREES/DMSI/2009/184 du 1er juillet 2009 relative à la mise en œuvre du volet médico-social du plan Alzheimer et maladies apparentées 2008-2012 ;

CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places, par types de prises en charge et par catégories de bénéficiaires, pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;

SUR PROPOSITION du directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine et du directeur général des services du département de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETEMENT

Article 1er : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Villa Saint-Pierre Fourier », Domaine de l'Asnée 11 rue de Laxou à VILLERS-LES-NANCY, est fixée à 53 places d'hébergement permanent.

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 53 places d'hébergement permanent.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 002 035 1

Code statut juridique : 60 (Ass.L.1901 non R.U.P)

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 902 4

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

capacité : 53

Code MFT : 21 (PD EHPAD partiel HS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 53

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 53

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 53

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de NANCY – 5 place Carrière CO 38 54036 NANCY Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié au bulletin des actes administratifs du département, au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Lorraine et de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 mars 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

La Vice-Présidente Déléguée au Développement Social
et aux Personnes Agées et Handicapées,
Michèle PILOT

Arrêté 2011 ARS N° 128 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 97 du 31 mars 2011 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) « Simon Bénichou » de NANCY

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 312-1 à L 312-9, L 313-1 à L 313-9 et L 342-1 à L 342-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'article L. 1432-2 du code de la santé publique ;

VU les articles R 313-1 à R 313-7-3, R 314-1 à R 314-8 et D 313-11 à D.313-14 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine n° 144 du 8 juillet 2010 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;

VU le schéma gérontologique 2009-2013 du conseil général de Meurthe-et-Moselle présenté devant l'assemblée départementale le 23 mars 2009 ;

VU l'arrêté du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle en date du 21 décembre 1995 autorisant l'Œuvre Israélite de secours aux malades à procéder à l'extension non importante de la capacité de la maison de retraite « Simon Bénichou » à NANCY ;

VU la circulaire N°DREES/DMSI/2009/184 du 1er juillet 2009 relative à la mise en œuvre du volet médico-social du plan Alzheimer et maladies apparentées 2008-2012 ;

CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places, par types de prises en charge et par catégories de bénéficiaires, pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;

SUR PROPOSITION du directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine et du directeur général des services du département de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETEMENT

Article 1er : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Simon Bénichou » de NANCY – 53 rue Hoche à NANCY - est fixée à 67 places d'hébergement permanent.

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale dans la limite de 15 places d'hébergement permanent.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 000 124 5

Code statut juridique : 61 (Ass.L.1901 Recon.Util.Pub)

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 265 65

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

capacité : 67

Code MFT : 24 (PD EHPAD global nAS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 67

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 67

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 67

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 NANCY Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié au bulletin des actes administratifs du département, au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Lorraine et de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 mars 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

La Vice-Présidente Déléguée au Développement Social
et aux Personnes Agées et Handicapées,
Michèle PILOT

Arrêté 2011 ARS N° 129 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 96 du 31 mars 2011 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « KORIAN Plaisance » de NANCY

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,
Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 312-1 à L 312-9, L 313-1 à L 313-9 et L 342-1 à L 342-6 du code de l'action sociale et des familles ;
VU l'article L. 1432-2 du code de la santé publique ;
VU les articles R 313-1 à R 313-7-3, R 314-1 à R 314-8 et D 313-11 à D.313-14 du code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine n° 144 du 8 juillet 2010 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;
VU le schéma gérontologique 2009-2013 du conseil général de Meurthe-et-Moselle présenté devant l'assemblée départementale le 23 mars 2009 ;
VU l'arrêté conjoint du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle et du préfet de Meurthe-et-Moselle du 18 septembre 2001 portant transfert à la société Ophéliades 6 de l'autorisation de création de la maison de retraite « Les Ophéliades » précédemment accordée à la société SERA NANCY IMMOPHELIADES ;
VU le courrier en date du 19 avril 2010 du groupe KORIAN informant du changement de dénomination de ses établissements : à compter du mois de mai 2010, l'EHPAD « Les Ophéliades » étant dénommé, à compter de cette date, « KORIAN Plaisance » ;
VU la circulaire N°DREES/DMSI/2009/184 du 1er juillet 2009 relative à la mise en œuvre du volet médico-social du plan Alzheimer et maladies apparentées 2008-2012 ;
CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places, par types de prises en charge et par catégories de bénéficiaires, pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;
SUR PROPOSITION du directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine et du directeur général des services du Département de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETEMENT

Article 1er : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « KORIAN Plaisance », 8-10 boulevard du XX^{le} R.A. à NANCY, est fixée à 88 places d'hébergement permanent.

Article 2 : La présente autorisation ne vaut pas habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 002 010 4

Code statut juridique : 77 Autre Organ.Priv.à Caract.Com.

Entité établissement :

N° FINESS : 54 001 332 3

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

capacité : 88

Code MFT : 24 (PD EHPAD global nAS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 88

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 88

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 88

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de NANCY – 5 place Carrière CO 38 54036 NANCY Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et publié au bulletin des actes administratifs du département, au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Lorraine et de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 31 mars 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

La Vice-Présidente Déléguée au Développement Social
et aux Personnes Agées et Handicapées,
Michèle PILOT

Arrêté 2011 ARS/DT54/PA N° 130 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 095 du 31 mars 2011 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « LA COMPASSION » à SAINT-FIRMIN

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,
Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 312-1 à L 312-9, L 313-1 à L 313-9 et L 342-1 à L 342-6 du code de l'action sociale et des familles ;
VU les articles R 313-1 à R 313-7-3, R 314-1 à R 314-8 et D 313-11 à D.313-14 du code de l'action sociale et des familles ;
VU l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;
VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine n°144 du 8 juillet 2010 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;
VU le schéma gérontologique 2009-2013 du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle présenté devant l'Assemblée Départementale le 23 mars 2009 ;
VU la circulaire N° DREES/DMSI/2009/184 du 1er juillet 2009 relative à la mise en œuvre du volet médico-social du plan Alzheimer et maladies apparentées 2008-2012 ;
VU l'arrêté du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle en date du 18 août 1995 autorisant la congrégation de la Compassion à procéder à une extension non importante de 4 lits et portant ainsi la capacité de l'établissement à 60 lits ;

VU l'arrêté conjoint du 18 septembre 2002 du préfet de Meurthe-et-Moselle et du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle portant transfert à l'Association ACIS de l'autorisation de création de la maison de retraite « La Compassion » à SAINT-FIRMIN précédemment accordée à la congrégation de la Compassion ;

CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places autorisées par types de prises en charge et par catégorie de bénéficiaires pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;

SUR PROPOSITION du directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine et du directeur général des services du département de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETEMENT

Article 1er : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « La Compassion » 5 rue de la Barre à SAINT-FIRMIN est fixée à :

- 60 places d'hébergement permanent.

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 60 places d'hébergement permanent.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 59 003 965 7

Code statut juridique : 60 Association loi 1901 non reconnue d'utilité publique

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 853 9

capacité : 60

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 60

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 60

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 60

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 31 mars 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

La Vice-Présidente Déléguée au Développement Social
et aux Personnes Agées et Handicapées,
Michèle PILOT

Arrêté 2011 ARS/DT54/PA N° 131 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 093 du 31 mars 2011 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « LA FONTAINE DE LINCOURT » à EINVILLE-AU-JARD

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 312-1 à L 312-9, L 313-1 à L 313-9 et L 342-1 à L 342-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU les articles R 313-1 à R 313-7-3, R 314-1 à R 314-8 et D 313-11 à D.313-14 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine n°144 du 8 juillet 2010 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;

VU le schéma gériatrique 2009-2013 du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle présenté devant l'Assemblée Départementale le 23 mars 2009 ;

VU la circulaire N° DREES/DMSI/2009/184 du 1er juillet 2009 relative à la mise en œuvre du volet médico-social du plan Alzheimer et maladies apparentées 2008-2012 ;

VU l'arrêté du 18 février 2005 autorisant le centre communal d'action sociale de EINVILLE-AU-JARD à transformer en maison de retraite « La Fontaine de Lincourt » à EINVILLE-AU-JARD en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ;

CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places autorisées par types de prises en charge et par catégorie de bénéficiaires pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;

SUR PROPOSITION du directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine et du directeur général des services du département de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETEMENT

Article 1er : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « La Fontaine de Lincourt » rue du puits gros yeux à EINVILLE-AU-JARD est fixée à :

- 31 places d'hébergement permanent.

- 2 places d'accueil de jour dédiées aux personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées.

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 31 places d'hébergement permanent.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 001 330 7

Code statut juridique : 17 Centre Communal d'Action Sociale

Entité établissement :

N° FINESS : 54 001 331 5

capacité : 33

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 31

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 31

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 31

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 2

Code activité / fonctionnement : 21 (accueil de jour)

capacité : 2

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 2

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 31 mars 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

La Vice-Présidente Déléguée au Développement Social
et aux Personnes Agées et Handicapées,
Michèle PILOT

Arrêté 2011 ARS/DT54/PA N° 132 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 094 du 31 mars 2011 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « LES BRUYERES » à JOUDREVILLE

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 312-1 à L 312-9, L 313-1 à L 313-9 et L 342-1 à L 342-6 du code de l'action sociale et des familles ;

VU les articles R 313-1 à R 313-7-3, R 314-1 à R 314-8 et D 313-11 à D.313-14 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'article L 1432 – 2 du code de la santé publique ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine n° 144 du 8 juillet 2010 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;

VU le schéma gérontologique 2009-2013 du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle présenté devant l'Assemblée Départementale le 23 mars 2009 ;

VU la circulaire N° DREES/DMSI/2009/184 du 1er juillet 2009 relative à la mise en œuvre du volet médico-social du plan Alzheimer et maladies apparentées 2008-2012 ;

VU l'arrêté du préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 19 février 2003 autorisant l'association « Les Bruyères » à accueillir des personnes âgées dépendantes dans l'établissement de JOUDREVILLE ;

CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places autorisées par types de prises en charge et par catégorie de bénéficiaires pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;

SUR PROPOSITION du directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine et du directeur général des services du département de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETEMENT

Article 1er : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Les Bruyères » rue de la piscine à JOUDREVILLE est fixée à :

- 70 places d'hébergement permanent, dont 12 places dédiées à l'accueil de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladie apparentées.

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 70 places d'hébergement permanent.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 77 000 115 4

Code statut juridique : 60 (Association loi 1901 non reconnue d'utilité publique)

Entité établissement :

N° FINESS : 54 001 958 5

capacité : 70

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

Code MFT : 21 (PD EHPAD partiel HAS)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 58

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 58

Code clientèle : 711 personnes âgées dépendantes)

capacité : 58

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite) capacité : 12
 Code activité/fonctionnement : 11 (hébergement complet internat) capacité : 12
 Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées) capacité : 12

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 places Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département, au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 31 mars 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
 et par délégation,
 Le Directeur Général Adjoint,
 Marie-Hélène MAITRE

La Vice-Présidente Déléguée au Développement Social
 et aux Personnes Agées et Handicapées,
 Michèle PILOT

Arrêté 2011 ARS/DT54/PA N° 133 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 092 du 31 mars 2011 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « CENTRE BRANCION » à ROYAUMEIX

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,
 Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 312-1 à L 312-9, L 313-1 à L 313-9 et L 342-1 à L 342-6 du code de l'action sociale et des familles ;
 VU les articles R 313-1 à R 313-7-3, R 314-1 à R 314-8 et D 313-11 à D.313-14 du code de l'action sociale et des familles ;
 VU l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;
 VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
 VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
 VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine n°144 du 8 juillet 2010 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;
 VU le schéma gériatrique 2009-2013 du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle présenté devant l'Assemblée Départementale le 23 mars 2009 ;
 VU la circulaire N° DREES/DMSI/2009/184 du 1er juillet 2009 relative à la mise en œuvre du volet médico-social du plan Alzheimer et maladies apparentées 2008-2012 ;
 VU l'arrêté du 18 mars 1998 du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle autorisant l'association « Toulais Nord Familial » à créer une maison de retraite à ROYAUMEIX ;
 VU l'arrêté du 19 avril 2002 du préfet de Meurthe-et-Moselle autorisant l'association « Toulais Nord Familial » à accueillir des personnes âgées dépendantes dans l'établissement d'hébergement de ROYAUMEIX ;
 CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places autorisées par types de prises en charge et par catégorie de bénéficiaires pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;
 SUR PROPOSITION du directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine et du directeur général des services du département de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETEMENT

Article 1er : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Centre Brancion » 11 rue Carnot à ROYAUMEIX est fixée à :

- 59 places d'hébergement permanent dont 15 places dédiées à l'accueil de personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées ;
- 1 place d'hébergement temporaire ;
- 8 places d'accueil de jour dédiées aux personnes âgées atteintes de la maladie d'Alzheimer ou de maladies apparentées.

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 59 places d'hébergement permanent.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 000 855 4

Code statut juridique : 60 Association loi 1901 non reconnue d'utilité publique

Entité établissement :

N° FINESS : 54 001 898

capacité : 68

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 44

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 44

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 44

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 15

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 15

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 15

Code discipline : 657 (accueil temporaire pour personnes âgées)

capacité : 1

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 1

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 1

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 8

Code activité/fonctionnement : 21 (accueil de jour)

capacité : 8

Code clientèle : 436 (personnes Alzheimer ou maladies apparentées)

capacité : 8

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine, au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 31 mars 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

La Vice-Présidente Déléguée au Développement Social
et aux Personnes Agées et Handicapées,
Michèle PILOT

Arrêté 2011 ARS/DT54/PA N° 134 - DISAS/DIRECTION PA/PH N° 091 du 31 mars 2011 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « SAINT-DOMINIQUE » de MARS-LA-TOUR

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,
Le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 312-1 à L 312-9, L 313-1 à L 313-9 et L 342-1 à L 342-6 du code de l'action sociale et des familles ;
VU les articles R 313-1 à R 313-7-3, R 314-1 à R 314-8 et D 313-11 à D.313-14 du code de l'action sociale et des familles ;
VU l'article L 1432-2 du code de la santé publique
VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
VU l'arrêté du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine n°144 du 8 juillet 2010 portant actualisation du programme interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC) en région Lorraine ;
VU le schéma gérontologique 2009-2013 du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle présenté devant l'Assemblée Départementale le 23 mars 2009 ;
VU la circulaire N° DREES/DMSI/2009/184 du 1er juillet 2009 relative à la mise en œuvre du volet médico-social du plan Alzheimer et maladies apparentées 2008-2012 ;
VU l'arrêté du 25 octobre 1984 du préfet de Meurthe-et-Moselle transformant l'hospice « Saint-Dominique » à MARS-LA-TOUR en maison de retraite publique ;
VU l'arrêté du 6 juin 1991 du préfet de Meurthe-et-Moselle autorisant l'extension de la section de cure médicale de 10 lits supplémentaires, portant la capacité globale à 55 lits.
VU l'arrêté conjoint du 20 septembre 2010 du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine et du président du conseil général de Meurthe-et-Moselle refusant l'extension de la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Saint-Dominique » à MARS-LA-TOUR ;
CONSIDERANT la nécessité d'identifier le nombre de places autorisées par types de prises en charge et par catégorie de bénéficiaires pour l'ensemble des établissements et services pour personnes âgées ;
SUR PROPOSITION du directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine et du directeur général des services du département de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETEMENT

Article 1er : La capacité d'accueil de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes « Saint-Dominique », 70 rue de Metz à MARS-LA-TOUR est fixée à :

- 55 places d'hébergement permanent.

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour les 55 places d'hébergement permanent.

Article 3 : La présente autorisation est délivrée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2002. Son renouvellement sera subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles, dans les conditions prévues par l'article L 313-5 du même code.

Article 4 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

Article 5 : Cet établissement est répertorié dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) de la façon suivante :

Entité juridique :

N° FINESS : 54 000 121 1

Code statut juridique : 21 Etablissement social et médico-social communal.

Entité établissement :

N° FINESS : 54 000 261 5

capacité : 55

Code catégorie : 200 (maison de retraite)

Code discipline : 924 (accueil en maison de retraite)

capacité : 55

Code activité / fonctionnement : 11 (hébergement complet internat)

capacité : 55

Code clientèle : 711 (personnes âgées dépendantes)

capacité : 55

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 place Carrière CO 38 54036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine, le directeur général des services du Département et le directeur général adjoint aux solidarités du Département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du Département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et qui sera adressé à l'établissement.

Nancy, le 31 mars 2011

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

La Vice-Présidente Déléguée au Développement Social
et aux Personnes Agées et Handicapées,
Michèle PILOT

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE
Service produits de santé et biologie

Arrêté n° 61-2011 en date du 17 février 2011 relatif à la fermeture de la Pharmacie à Usage Intérieur du Centre Hospitalier Marie-Madeleine à FORBACH

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 5126-7, L. 5126-14, L.6141-7-1, R. 5126-1 à R. 5126-3, R. 5126-8 à R. 5126-21 ;
VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux bonnes pratiques de pharmacie hospitalière ;
VU les Bonnes Pratiques de Préparation (bulletin officiel n° 2007/7 bis) ;
Vu la décision N°2010/104 du 11 octobre 2010 relative à la demande de création d'un établissement public intercommunal de santé « UNISANTE+ » par fusion des Centres Hospitaliers Marie Madeleine à Forbach et Lemire à Saint Avold, et de confirmation au profit de l'entité juridique nouvellement créée « UNISANTE+ » des autorisations d'activités de soins et d'équipements matériels lourds détenues par les Centres Hospitaliers de Forbach et Saint Avold
VU l'arrêté n° 2010-346 du 8 novembre 2010, relatif à la dissolution du Syndicat Inter Hospitalier UNISANTE+,
VU l'arrêté n° 2010-501 du 20 décembre 2010, relatif au report de la dissolution du Syndicat Inter Hospitalier UNISANTE+,
VU la décision n° 2010-114 du 20 décembre 2010, relative à la modification de la décision portant création d'un établissement public intercommunal de santé « UNISANTE+ », par fusion des Centres Hospitaliers Marie Madeleine à Forbach et Lemire à Saint Avold, et de confirmation au profit de l'entité juridique nouvellement créée « UNISANTE+ » des autorisations d'activités de soins et d'équipements matériels lourds détenues par les Centres Hospitaliers de Forbach et Saint Avold,
CONSIDERANT la fusion de l'entité juridique « Centre Hospitalier Marie Madeleine » à Forbach au sein du Centre Hospitalier Intercommunal « UNISANTE+ » à compter du 1er avril 2011
CONSIDERANT que cette fusion a pour conséquence directe la liquidation des actifs et passifs liés à l'entité juridique « Centre Hospitalier Marie Madeleine » à Forbach ;
CONSIDERANT que la fusion des entités juridiques « Centre Hospitalier Marie Madeleine » à Forbach et « Centre Hospitalier Lemire » à Saint Avold ordonne la modification de l'entité juridique de rattachement de la Pharmacie à Usage Intérieur du « Centre Hospitalier Marie Madeleine » à Forbach ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté n°81 – D.A.S.S. / III/3-440 en date du 9 juillet 1981 accordant une licence de Pharmacie pour usage particulier intérieur du Centre Hospitalier Marie Madeleine à Forbach Licence n° 338 est abrogé à compter du 1er avril 2011.

Article 2 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31 avenue de la Paix – 67000 STRASBOURG - pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de la personne morale de l'établissement et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Président du Conseil Central de la Section H de l'Ordre National des Pharmaciens,
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Metz,

et sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté n° 62-2011 en date du 17 février 2011 relatif à la fermeture de la Pharmacie à Usage Intérieur du Centre Hospitalier Lemire à SAINT- AVOLD

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 5126-7, L. 5126-14, L.6141-7-1, R. 5126-1 à R. 5126-3, R. 5126-8 à R. 5126-21 ;
VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux bonnes pratiques de pharmacie hospitalière ;
VU les Bonnes Pratiques de Préparation (bulletin officiel n° 2007/7 bis) ;
Vu la décision N°2010/104 du 11 octobre 2010 relative à la demande de création d'un établissement public intercommunal de santé « UNISANTE+ » par fusion des Centres Hospitaliers Marie Madeleine à Forbach et Lemire à Saint Avold, et de confirmation au profit de l'entité juridique nouvellement créée « UNISANTE+ » des autorisations d'activités de soins et d'équipements matériels lourds détenues par les Centres Hospitaliers de Forbach et Saint Avold
VU l'arrêté n° 2010-346 du 8 novembre 2010, relatif à la dissolution du Syndicat Inter Hospitalier UNISANTE+,
VU l'arrêté n° 2010-501 du 20 décembre 2010, relatif au report de la dissolution du Syndicat Inter Hospitalier UNISANTE+,
VU la décision n° 2010-114 du 20 décembre 2010, relative à la modification de la décision portant création d'un établissement public intercommunal de santé « UNISANTE+ », par fusion des Centres Hospitaliers Marie Madeleine à Forbach et Lemire à Saint Avold, et de confirmation au profit de l'entité juridique nouvellement créée « UNISANTE+ » des autorisations d'activités de soins et d'équipements matériels lourds détenues par les Centres Hospitaliers de Forbach et Saint Avold,
CONSIDERANT la fusion de l'entité juridique « Centre Hospitalier Lemire » à Saint Avold au sein de l'Etablissement Public Intercommunal de Santé « UNISANTE+ » à compter du 1er avril 2011
CONSIDERANT que cette fusion a pour conséquence directe la liquidation des actifs et passifs liés à l'entité juridique « Centre Hospitalier Lemire » à Saint Avold ;
CONSIDERANT que la fusion des entités juridiques « Centre Hospitalier Lemire » à Saint Avold et « Centre Hospitalier Marie Madeleine » à Forbach ordonne la modification de l'entité juridique de rattachement de la Pharmacie à Usage Intérieur du « Centre Hospitalier Lemire » à Saint Avold ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté n° 82 – D.A.S.S./III/3 – 933 en date du 23 juillet 1982 accordant une licence de Pharmacie pour usage particulier intérieur de l'Hôpital Civil de Saint-Avold Licence n°352 est abrogé à compter du 1er avril 2011.

Article 2 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31 avenue de la Paix – 67000 STRASBOURG - pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de la personne morale de l'établissement et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Président du Conseil Central de la Section H de l'Ordre National des Pharmaciens,
 - Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie Metz,
- et sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté n° 63-2011 en date du 17 février 2011 portant autorisation de création de deux Pharmacies à Usage Intérieur au Centre Hospitalier Intercommunal « Unisanté+ »

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L. 5126-7, L. 5126-14, L.6141-7-1, R. 5126-1 à R. 5126-3, R. 5126-8 à R. 5126-21 ;
VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001 relatif aux bonnes pratiques de pharmacie hospitalière ;
VU les Bonnes Pratiques de Préparation (bulletin officiel n° 2007/7 bis) ;
VU le décret n°2010-1029 du 30 août 2010 relatif à la politique du médicament et des dispositifs médicaux stériles dans les établissements de santé ;
VU le décret n°2010-1030 du 30 août 2010 relatif à la stérilisation des dispositifs médicaux dans les établissements de santé
VU la décision n°2010/104 du 11 octobre 2010 relative à la demande de création d'un établissement public intercommunal de santé « UNISANTE+ », par fusion des Centres Hospitaliers Marie Madeleine à Forbach et Lemire à Saint Avold, et de confirmation au profit de l'entité juridique nouvellement créée « UNISANTE+ » des autorisations d'activités de soins et d'équipements matériels lourds détenues par les Centres Hospitaliers de Forbach et Saint Avold ;
VU l'arrêté n° 2010-346 du 8 novembre 2010, relatif à la dissolution du Syndicat Inter Hospitalier UNISANTE+,
VU l'arrêté n° 2010-501 du 20 décembre 2010, relatif au report de la dissolution du Syndicat Inter Hospitalier UNISANTE+,
VU la décision n° 2010-114 du 20 décembre 2010, relative à la modification de la décision portant création d'un établissement public intercommunal de santé « UNISANTE+ », par fusion des Centres Hospitaliers Marie Madeleine à Forbach et Lemire à Saint Avold, et de confirmation au profit de l'entité juridique nouvellement créée « UNISANTE+ » des autorisations d'activités de soins et d'équipements matériels lourds détenues par les Centres Hospitaliers de Forbach et Saint Avold,
VU l'arrêté n° 61-2011 en date du 17 février 2011 relatif à la fermeture de la Pharmacie à Usage Intérieur du Centre Hospitalier Marie Madeleine à Forbach ;
VU l'arrêté n° 62-2011 en date du 17 février 2011 relatif à la fermeture de la Pharmacie à Usage Intérieur du Centre Hospitalier Lemire à Saint-Avold ;
CONSIDERANT la fusion des entités juridiques « Centre Hospitalier Lemire » à Saint Avold et « Centre Hospitalier Marie Madeleine » à Forbach au sein de l'Etablissement Public Intercommunal de Santé « UNISANTE+ » à compter du 1er avril 2011
CONSIDERANT que cette fusion a pour conséquence directe la liquidation des actifs et passifs liés respectivement aux entités juridiques « Centre Hospitalier Marie Madeleine » à Forbach et « Centre Hospitalier Lemire » à Saint Avold ;
CONSIDERANT que la fusion des entités juridiques ordonne le rattachement des Pharmacies à Usage Intérieur des Centres Hospitaliers « Marie Madeleine » à Forbach et « Lemire » à Saint Avold à l'entité juridique « Centre Hospitalier Intercommunal Unisanté+ » ;
CONSIDERANT qu'aucune modification n'intervient dans les locaux, l'implantation et les éléments, en dehors de l'entité juridique de rattachement, figurant dans les autorisations initiales des Pharmacies à Usage Intérieur des Centres Hospitaliers « Marie Madeleine » à Forbach et « Lemire » à Saint Avold ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation de création de deux Pharmacies à Usage Intérieur est accordée au Centre Hospitalier Intercommunal « UNISANTE+ », dont le siège est fixé 2 rue Thérèse à Forbach, à compter du 1er avril 2011.

Article 2 : La pharmacie à usage intérieur de « UNISANTE+ » sur le site de « Forbach » sis 2 rue Thérèse à Forbach, est autorisée à exercer les activités suivantes prévues aux articles R. 5126-8 et R. 5126-9 du CSP :

- La gestion, l'approvisionnement, le contrôle, la détention et la dispensation des médicaments, produits ou objets mentionnés à l'article L. 4211-1 ainsi que les dispositifs médicaux stériles,
- La réalisation des préparations magistrales à partir de matières premières ou de spécialités pharmaceutiques,
- La division des produits officinaux,
- La stérilisation des dispositifs médicaux dans les conditions prévues par décret mentionné à l'article L. 6111-1,
- La vente de médicaments au public dans les conditions prévues à l'article L.5126-4.

Article 3 : La Pharmacie à Usage Intérieur du Centre Hospitalier Intercommunal « Unisanté+ » sur le site de « Forbach » prend en charge les 308 lits suivants :

- MCO : 228 lits
- EHPAD : 80 lits

Article 4 : La pharmacie à usage intérieur de « UNISANTE+ » sur le site de « Saint Avold » sis 7 rue Lemire à Saint Avold, est autorisée à exercer les activités suivantes prévues aux articles R. 5126-8 et R. 5126-9 du CSP :

- La gestion, l'approvisionnement, le contrôle, la détention et la dispensation des médicaments, produits ou objets mentionnés à l'article L. 4211-1 ainsi que les dispositifs médicaux stériles,
- La réalisation des préparations magistrales à partir de matières premières ou de spécialités pharmaceutiques,
- La division des produits officinaux,
- La vente de médicaments au public dans les conditions prévues à l'article L.5126-4.

Article 5 : La Pharmacie à Usage Intérieur du Centre Hospitalier Intercommunal « Unisanté+ » sur le site de « Saint Avold », prend en charge les 182 lits suivants :

- MCO – 83 lits
- SSR – 20 lits
- EHPAD – 79 lits

Article 6 : Le temps de présence minimal du pharmacien chargé de la gérance est fixé à :

- 0,8 ETP soit 8 demi-journées hebdomadaires sur le site de « Forbach »
- 1 ETP soit 10 demi-journées hebdomadaires sur le site de « Saint Avold »

Article 7 : Toute modification ultérieure intervenant sur les locaux, l'implantation et les éléments figurant dans les autorisations initiales devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Article 8 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Apres du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,
 - Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31 avenue de la Paix – 67000 STRASBOURG - pour le recours contentieux,
- à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 9 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Président du Conseil Central de la Section H de l'Ordre National des Pharmaciens,
 - Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Metz,
- et sera publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint,
Marie-Hélène MAITRE

Arrêté n° 2011-91 en date du 2 mars 2011 portant autorisation de sous-traitance des activités de stérilisation par le « Centre Hospitalier Universitaire de Nancy – Hôpital Central » pour le compte de « l'OHS – Centre de Rééducation Florentin à NANCY – Centre Jacques Parisot à BAINVILLE-SUR-MADON »

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment les parties 5 et 6 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 juin 2001, relatif aux Bonnes Pratiques de Pharmacie Hospitalière, notamment la ligne directrice n°1 relative à la préparation des dispositifs médicaux stériles ;

VU l'arrêté du 3 juin 2002 relatif à la stérilisation des dispositifs médicaux (normes opposables aux établissements de santé et aux syndicats inter-hospitaliers pour la stérilisation des dispositifs médicaux) ;

VU le décret n°2010-1030 du 30 août 2010 relatif à la stérilisation des dispositifs médicaux dans els établissements de santé ;

VU la licence d'exploitation de la pharmacie des hospices civils de Nancy n°140 du 24 décembre 1946 ;

VU l'arrêté ARH-DDASS 54 N°169/2009 du 14 août 2009 relatif à la modification des éléments figurant dans l'autorisation initiale de la pharmacie à usage intérieur de l'Hôpital Central – CHU Nancy, pour l'exercice de l'activité de stérilisation ;

CONSIDERANT la convention de prestation inter-établissement relative à la stérilisation des dispositifs médicaux conclue entre l'établissement « OHS-Centre de Rééducation Florentin à Nancy – Centre Jacques Parisot à Bainville sur Madon » et l'établissement « Centre Hospitalier Universitaire de Nancy – Hôpital Central » ;

ARRETE

Article 1er : La Pharmacie à Usage Intérieur de l'Hôpital Central du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy sise 29 avenue Maréchal Lattre de Tassigny à Nancy est autorisée, sur le site des Neurosciences, à assurer la stérilisation des dispositifs médicaux de pédicurie pour le compte de l'établissement « OHS – Centre de Rééducation Florentin à Nancy – Centre Jacques Parisot à Bainville sur Madon ».

Article 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an.

Article 3 : Toute modification ultérieure intervenant sur les éléments figurant dans la demande initiale devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Section H)

et publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Dr Jean-Yves GRALL

Arrêté n° 2011-99 en date du 8 mars 2011 portant rejet d'une demande de licence de création d'une officine de pharmacie à VELAINE-EN-HAYE

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 5125-3 à L. 5125-32 et R. 5125-9 à R. 5125-12 ;

VU la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 59 ;

VU l'arrêté du 21 mars 2000, modifié par l'arrêté du 6 juin 2000, fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;

CONSIDERANT La demande présentée par Madame Sophie SCATTOLIN, associée majoritaire, au nom de la SELARL « Pharmacie du Relais », en vue de créer une officine de pharmacie à Velaine en Haye (54840) – ZAC du Relais, demande enregistrée, au vu de l'état complet du dossier en date du 16 novembre 2010 à 10 heures ;

CONSIDERANT que cette demande est présentée conformément à l'article R. 5125-5 du Code de la Santé Publique pour confirmation de la demande de création initialement présentée le 12 octobre 2006 ;

CONSIDERANT, conformément aux dispositions de l'article L. 5125-4 du Code de la Santé Publique

L'avis émis par le Préfet de Meurthe et Moselle en date du 24 janvier 2011 ;

L'avis émis par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine en date du 11 février 2011 ;

L'avis émis par la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle en date du 15 février 2011;

L'absence d'avis de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine ;

CONSIDERANT que le dossier déposé le 16 novembre 2010 n'apporte aucun élément modificatif ou supplémentaire à la précédente demande en date du 25 mai 2010 ;

CONSIDERANT par conséquent l'avis du Pharmacien Inspecteur de Santé Publique relatif aux conditions minimales d'installation du 4 mars 2011, comportant les mêmes réserves que celui émis lors de la précédente demande en date du 13 septembre 2010 ;

CONSIDERANT que conformément aux dispositions de l'article L. 5125-11 du Code de la Santé Publique, l'ouverture d'une officine par voie de création, dans les communes dépourvues d'officine, ne peut être autorisée que lorsque le nombre d'habitants recensés dans la commune est au moins égal à 2500, cette condition devant être remplie depuis au moins deux ans à compter de la publication du dernier recensement.

CONSIDERANT que la population municipale de la commune de Velaine en Haye où se situent les locaux de l'officine dont la création est projetée est de 1 476 habitants selon le recensement de la population légale en 2007 entré en vigueur le 1er janvier 2010 ;

CONSIDERANT que la population municipale de la commune de Velaine en Haye où se situent les locaux de l'officine dont la création est projetée est de 1 455 habitants selon le recensement de la population légale en 2008 entré en vigueur le 1er janvier 2011 ;

CONSIDERANT par conséquent que les conditions fixées par l'article L. 5125-11 ne sont pas remplies ;

ARRETE

Article 1er : La demande de licence présentée par Madame Sophie SCATTOLIN, associée majoritaire, au nom de la SELARL « Pharmacie du Relais », en vue de créer une officine de pharmacie à Velaine en Haye (54840) – ZAC du Relais, est rejetée.

Article 2 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,
 - Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux,
- à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Sophie SCATTOLIN et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la Meurthe et Moselle,
 - Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine,
 - Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle,
 - Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine,
- et sera publié aux Recueils des Actes Administratifs des Préfectures de Meurthe-et-Moselle et Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Dr Jean-Yves GRALL

Arrêté n° 2011-107 en date du 15 mars 2011 portant autorisation d'une demande de transfert provisoire d'une officine de pharmacie à REMILLY (57580)

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.5125-3 à L.5125-32 et R.5125-9 à R.5125-12 ;

VU la loi n°2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 59 ;

VU l'arrêté du 21 mars 2000, modifié par l'arrêté du 6 juin 2000, fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 avril 1991 portant l'octroi de la licence n°394 pour le transfert de l'officine de pharmacie au 2 place Saint Martin dans la commune de Remilly (57580) ;

CONSIDERANT la demande présentée par Monsieur LAURENT, docteur en pharmacie, titulaire de la Pharmacie « LAURENT », en vue de transférer son officine de pharmacie du 2 place Saint Martin vers le 5 place Saint Martin à REMILLY (57580), demande enregistrée, au vu de l'état complet du dossier en date du 7 décembre 2010 à 10h00 ;

CONSIDERANT, conformément aux dispositions de l'article L. 5125-4 du Code de la Santé Publique

l'avis favorable du Préfet de la Moselle en date du 31 décembre 2010 ;

l'avis favorable du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine en date du 30 décembre 2010 ;

l'avis favorable de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Moselle ;

l'absence d'avis de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine ;

CONSIDERANT qu'il s'agit d'une demande exceptionnelle de transfert provisoire pour la réalisation de travaux d'extension et d'aménagement du local initialement autorisé situé 2 place Saint Martin à Remilly (57580) ;

CONSIDERANT que ces travaux ne permettent pas l'accueil du public pendant leur exécution ;

CONSIDERANT que la population municipale de la commune de REMILLY où se situe l'officine dont le transfert est projeté est de 2024 habitants selon le recensement de la population légale en 2008 entré en vigueur le 1er janvier 2011 ;

CONSIDERANT que la fermeture de l'officine pendant la durée des travaux, estimée à 5 mois, ne permettrait plus de répondre de façon optimale aux besoins en médicaments de la population de la commune ;

CONSIDERANT que cette fermeture pendant la durée des travaux aurait, en outre, pour conséquence de ne plus garantir un accès permanent du public à la pharmacie et d'empêcher d'assurer un service de garde ou d'urgence ;

CONSIDERANT que les deux officines de pharmacie les plus proches sont implantées dans les communes de Courcelles sur Nied, soit à environ 10 kilomètres, et de Solgne, soit à environ 12 kilomètres ;

CONSIDERANT que l'emplacement proposé pour le transfert provisoire se situe à quelques mètres de l'officine initialement autorisée sur la même place et dans la même commune et qu'il constituait, avant le transfert provisoire, un lieu de stockage pour l'officine de pharmacie ;

CONSIDERANT que les conditions minimales d'installation prévues aux articles R.5125-9 à R.5125-11 du Code de la Santé Publique sont remplies pour le local sis 5 place Saint Martin à Remilly (57580) ;

CONSIDERANT que Monsieur LAURENT s'engage à réintégrer le local initial sis 2 place Saint Martin à Remilly (57580) à l'issue des travaux ;

ARRETE

Article 1er : La demande présentée par la pharmacie « LAURENT » représentée par Monsieur LAURENT, en vue de transférer provisoirement son officine de pharmacie du 2 place Saint Martin vers le 5 place Saint Martin à REMILLY (57580), est autorisée de façon exceptionnelle, strictement limitée à la durée des travaux de l'officine située 2 place Saint Martin.

Article 2 : La présente autorisation est accordée pour une durée de 6 mois.

Article 3 : La réintégration du local sis 2 place Saint Martin à Remilly (57580) fera l'objet d'une autorisation préalable.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,
 - Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31 avenue de la Paix – 67070 STRASBOURG Cedex - pour le recours contentieux,
- à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pharmacien titulaire et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la Moselle,
 - Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine,
 - Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de la Moselle,
 - Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine,
- et sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Dr Jean-Yves GRALL

Arrêté n° 2011-109 en date du 16 mars 2011 portant autorisation de transformation de plusieurs laboratoires de biologie médicale exploités par la SELCA « Laboratoire Médico-biologie atoutbio » en un laboratoire de biologie médicale multisite - Autorisation n° 54-75 - N° FINESS Entité juridique : 540021284

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;
VU l'arrêté n°2011-73 du 21 février 2011 portant modification de l'autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale sis 1170 avenue Raymond Pinchard 54100 NANCY (ancien n°FINESS ET : 540019262) ;
VU la délibération n° 184/07 du 18 décembre 2007 relative à la demande du laboratoire CINQUALBRE PAULUS d'autorisation d'activité biologique d'assistance médicale à la procréation sous la modalité : conservation et usage autologue de gamètes et tissus germinaux ;
VU la décision de la Directrice Générale de l'Agence de Biomédecine, du 23 Juillet 2007 portant agrément de Mademoiselle Sandrine SEPANIAK pour la pratique des activités biologiques d'assistance médicale à la procréation ;
VU la décision de la Directrice Générale de l'Agence de Biomédecine, du 28 août 2007 portant agrément de Monsieur Jean-Marcel PAULUS pour la pratique des activités biologiques d'assistance médicale à la procréation ;
VU la mention insérée au recueil des actes administratifs portant « Par application des dispositions de l'article L.6122-10 du code de la santé publique, renouvellement tacite en date du 25 novembre 2007, de l'autorisation accordée le 10 janvier 2001, au laboratoire CINQUALBRE-PAULUS, pour l'exercice de l'activité biologique d'Assistance Médicale à la Procréation sous les modalités de traitement du sperme en vue d'une insémination artificielle ; Fécondation in Vitro avec micromanipulation, Fécondation in Vitro sans micromanipulation et conservation des embryons en vue de projet parental. Le renouvellement prendra effet à partir du 25 septembre 2008 pour une durée de cinq ans » ;
CONSIDERANT la demande présentée par la Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « Laboratoire Médico-Biologique ATOUTBIO » le 29 novembre 2010 et reconnue complète le 7 février 2011 ;
CONSIDERANT que la demande porte sur la transformation de 4 laboratoires de biologie médicale existants et autorisés préalablement à la publication de l'ordonnance du 13 janvier 2010 susvisée, en un laboratoire de biologie médicale multisite implanté sur 4 sites et dont le siège social est situé au 1170 avenue Raymond Pinchard à Nancy (54100) à compter de la date du présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, sont abrogées les autorisations de fonctionnement délivrées aux laboratoires de biologie médicale suivants et exploités par la SELCA « Laboratoire Médico-Biologique ATOUTBIO » sis 1170 avenue Raymond Pinchard-54100 Nancy; Laboratoire Médico-Biologique ATOUTBIO des IV Eglises - 2 rue des IV Eglises-54000 Nancy, autorisé à fonctionner sous le numéro 54-10 (ancien n° FINESS : 540002730)

Laboratoire Médico-Biologique ATOUTBIO du Montet – 9 square de Liège - 54500 Vandoeuvre les Nancy, autorisé à fonctionner sous le numéro 54-21 (ancien n° FINESS : 540003357)

Laboratoire Médico-Biologique ATOUTBIO des Nations – « Les Nations » 23 boulevard de l'Europe - 54500 Vandoeuvre les Nancy, autorisé à fonctionner sous le numéro 54-46 (ancien n° FINESS : 540004074)

Article 2 : A compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale exploité par la SELCA « Laboratoire Médico-Biologique ATOUTBIO » (FINESS EJ : 540021284) dont le siège social est situé 1170 avenue Raymond Pinchard - 54100 NANCY est autorisé à fonctionner sous le numéro 54-75 sur les quatre sites suivants, ouverts au public :

- 1170 avenue Raymond Pinchard - 54100 NANCY

Numéro FINESS Etablissement : 540021292

Biologistes présents : Monsieur Jean-Marcel PAULUS

Madame Alexandra MEYER

Madame Sandrine SEPANIAK – LEROND

Activités réalisées : AMP, biochimie, hématologie, hémostase, sérologie, hormonologie, immuno-hématologie, parasitologie, virologie, immunologie, médicaments toxiques, gaz du sang

Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 19h00 et le samedi de 7h00 à 13h00

Service de garde la nuit, dimanche et jours fériés : du lundi au samedi de 19h00 à 7h00 et le dimanche et jours fériés sans interruption

- 2 rue des IV Eglises 54000 - NANCY

Numéro FINESS Etablissement : 540021300

Biologiste présent : Madame Laure COMBES

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h30 et le samedi de 7h00 à 12h30

- 9 square de Liège 54500 - VANDOEUVRE LES NANCY

Numéro FINESS Etablissement : 540021318

Biologiste présent : Madame Géraldine DAP

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h30 et le samedi de 8h00 à 12h30

- « Les Nations » 23 boulevard de l'Europe- 54500 VANOEUVRE LES NANCY

Numéro FINESS Etablissement : 540021326

Biologiste présent : Monsieur Alain DAUCH

Activités réalisées : aucune activité technique

Heures d'ouverture au public : du lundi au vendredi de 7h00 à 12h30 et de 13h30 à 19h00 et le samedi de 7h00 à 12h30

Les fonctions de biologistes coresponsables sont assurées par :

- Madame Laure COMBES, biologiste médical, Pharmacien

- Madame Géraldine DAP, biologiste médical, Médecin

- Monsieur Alain DAUCH, biologiste médical, Pharmacien

- Madame Alexandra MEYER, biologiste médical, Médecin

- Monsieur Jean-Marcel PAULUS, biologiste médical, Pharmacien

Les fonctions de biologiste médical sont assurées par :

- Madame Sandrine SEPANIAK – LEROND, biologiste médical, Médecin

Article 3 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 place Carrière – 54036 NANCY Cedex – pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELCA « LABORATOIRE MEDICO-BIOLOGIQUE ATOUTBIO », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,

- Madame la Directrice Générale de l'Agence de Biomédecine,

- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (conseil central de la section G),

- Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle,

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle,

et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Dr Jean-Yves GRALL

Arrêté n° 2011-110 en date du 16 mars 2011 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral en commandite par actions SELCA « LABORATOIRE MEDICO-BIOLOGIQUE ATOUTBIO » enregistrée sous le n° 08

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 92-545 du 17 Juin 1992 relatif aux Sociétés d'Exercice Libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté n° 2010-276 du 7 Octobre 2010 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral SELCA « LABORATOIRE MEDICO-BIOLOGIQUE ATOUTBIO » sise 1170 avenue Raymond Pinchard – 54100 NANCY ;

VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.12 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à M. Jean-Yves GRALL, directeur général de l'agence régionale de santé de la région LORRAINE ;

CONSIDERANT la demande présentée par la SELCA « Laboratoire Médico-biologique ATOUTBIO » le 29 novembre 2010 et reconnue complète le 7 février 2011 ;

CONSIDERANT que la demande porte sur la modification de fonctionnement de laboratoires de biologie médicale exploités par la SELCA « Laboratoire Médico-biologique ATOUTBIO » dont le siège social est situé 1170 avenue Raymond Pinchard à Nancy (54100) et autorisés préalablement à la publication de l'ordonnance du 13 Janvier 2010, en un laboratoire de biologie médicale multisite implanté sur quatre sites.

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté n° 2010-276 du 7 Octobre 2010 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral SELCA « LABORATOIRE MEDICO-BIOLOGIQUE ATOUTBIO » sise 1170 avenue Raymond Pinchard – 54100 NANCY sont remplacées par les suivantes :

Dénomination sociale : « Laboratoire Médico-Biologique ATOUTBIO »,

Siège social : 1170 avenue Raymond Pinchard
54100 NANCY

Forme juridique : Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions (SELCA)

Sites exploités : La Société d'Exercice Libéral en Commandite par Actions SELCA « Laboratoire Médico-biologique ATOUTBIO » agréée sous le n° 08, exploite à compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale situé 1170 avenue Raymond Pinchard à Nancy (54100), inscrit sous le n° 54-75, implanté sur les 4 sites ci-dessous :

- 1170 avenue Raymond Pinchard - 54100 Nancy
- 2 rue des IV Eglises - 54000 Nancy
- 9 square de liège 54500 - Vandoeuvre les Nancy
- « Les Nations » 23 boulevard de l'Europe - 54500 Vandoeuvre les Nancy

Biologistes coresponsables:

- Madame Laure COMBES, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Géraldine DAP, biologiste médical, Médecin
- Monsieur Alain DAUCH, biologiste médical, Pharmacien
- Madame Alexandra MEYER, biologiste médical, Médecin
- Monsieur Jean-Marcel PAULUS, biologiste médical, Pharmacien

Biologiste médical :

- Madame Sandrine SEPANIAK-LEROND, biologiste médical, Médecin

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
 - Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 place Carrière – 54036 NANCY Cedex – pour le recours contentieux,
- à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 4 : Le Préfet de Moselle et le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELCA « Laboratoire Médico-Biologique ATOUTBIO », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,
 - Madame la Directrice Général de l'Agence de Biomédecine,
 - Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G),
 - Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle,
 - Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle,
- et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Moselle et de Meurthe et Moselle.

Pour le Préfet de Meurthe et Moselle et par délégation,
Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Dr Jean-Yves GRALL

Arrêté n° 2011-121 du 28 mars 2011 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire d'analyses de biologie médicale du centre de médecine préventive sis 2 rue du Doyen Jacques Parisot à VANDOEUVRE-LES-NANCY (54500) - Autorisation n° 54-45

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;
VU l'arrêté n° 2010-368 du 19 novembre 2010 portant modification de l'autorisation de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale l'Union des Caisses du Centre de Médecine Préventive, UC-CMP, sis à Vandoeuvre-les-Nancy (54500), 2 rue du Doyen Jacques Parisot, autorisé sous le n° 54-45 ;
VU l'arrêté S.G.A.R. n° 2006-556 en date du 30 novembre 2006 portant approbation et enregistrement des statuts de l'Union de Caisses de Sécurité Sociale Centre de Médecine Préventive UC-CMP ;
CONSIDERANT la lettre du 5 janvier 2011 de Monsieur Pascal ENRIETTO, Directeur Général du Centre de Médecine Préventive relative au départ de Madame Marie-Hélène GENEN, biologiste médical, pharmacien, et à la nomination, à compter du 1er janvier 2011 de Monsieur Philippe WEBER en qualité de biologiste médical, pharmacien ;
CONSIDERANT le contrat de travail à durée indéterminée en date du 29 novembre 2010 recrutant Monsieur Philippe WEBER en qualité de biologiste médical, pharmacien, à compter du 1er janvier 2011 ;
CONSIDERANT le certificat d'inscription, à la section G de l'Ordre National des Pharmaciens, en date du 1er janvier 2011, de Monsieur Philippe WEBER, en qualité de biologiste médical, pharmacien ;

ARRETE

Article 1er : L'article 1er de l'arrêté du 15 juin 1977 modifié autorisant, sous le n° 54-45, le fonctionnement du laboratoire de biologie médicale de l'Union des Caisses du Centre de Médecine Préventive sis à Vandoeuvre-les-Nancy (54500) - 2 rue du Doyen Jacques Parisot est modifié comme suit :

Adresse inchangée :

Laboratoire de biologie médicale

- Union des Caisses du Centre de Médecine Préventive, UC-CMP

2 rue du Doyen Jacques Parisot

54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

Biologiste médical responsable :

- Madame Isabelle CHOUVIAC, biologiste médical, pharmacien ;

Biologistes médicaux :

- Madame Frédérique GAMBIER, biologiste médical, pharmacien ;

- Monsieur Philippe WEBER, biologiste médical, pharmacien ;

- Monsieur Gérard MICHEL, biologiste médical, pharmacien à temps partiel.

Activités réalisées :

- Biochimie, hématologie, immunologie, parasitologie, mycologie.

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un biologiste médical responsable ou d'un biologiste médical, soit dans les conditions d'exploitation, devra faire l'objet d'une déclaration à l'Agence Régionale de Santé de Lorraine. L'autorisation pourra être retirée si les conditions légales et réglementaires cessent d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé - 8 avenue de Ségur - 75350 PARIS SP07 pour le recours hiérarchique,

- Devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5 place Carrière - 54000 NANCY pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est notifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Pascal ENRIETTO, Directeur Général de l'Union des Caisses du Centre de Médecine Préventive et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;

- Monsieur le Président du Conseil de l'Ordre National des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;

et sera publié au Recueil des Actes Administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Dr Jean-Yves GRALL

DEPARTEMENT AMBULATOIRE ET ACCES A LA SANTE

Arrêté n° 2011-147 du 7 avril 2011 portant radiation de l'agrément n° 116 délivré à la SARL Ambulance V.S.L. taxis MAGI-TARGA, 677 rue de l'Yser - 54790 MANCIEULLES

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

VU les articles L 6312-1 à L 6312-5, R 6312-1 à R 6312-23 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté modifié du 21 décembre 1987 relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté modifié du 10 février 2009 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU l'arrêté du 13 mars 1990 portant agrément de l'entreprise « Ambulance-VSL-taxis MAGI-TARGA » SARL, sise 677 rue de l'Yser à 54790 MANCIEULLES ;

CONSIDERANT

Que la société « Ambulance-VSL MAGI TARGA » a été cédée le 26 novembre 2010 à la société « MANCIEULLES AMBULANCES », gérée par Messieurs GUILLET Jean-Luc et CARPANESE Pierrick, nouvellement créée, sise 16 bis rue Koenig à MANCIEULLES.

ARRETE

Article 1er : L'agrément n° 116 délivré le 13 mars 1990 à la SARL « AMBULANCE-VSL-TAXIS MAGI TARGA » est retiré.

La société « AMBULANCE-VSL-TAXIS MAGI TARGA » est radiée de la liste départementale des entreprises de transports sanitaires.

Article 2 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé - 8 Avenue de Ségur - 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,

- devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5 Place Carrière à 54000 NANCY - pour le recours contentieux.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la région Lorraine, de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié à Monsieur MAGI Gino. Un exemplaire sera adressé à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy le 7 avril 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Docteur Jean-Yves GRALL

Arrêté n° 2011-148 du 7 avril 2011 portant radiation de l'agrément n° 99 délivré à la société PIENNES AMBULANCES, 39 rue de la Liberté - 54490 PIENNES

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

VU les articles L 6312-1 à L 6312-5, R 6312-1 à R 6312-23 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté modifié du 21 décembre 1987 relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;
VU l'arrêté modifié du 10 février 2009 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectés aux transports sanitaires terrestres ;
VU l'arrêté du 17 octobre 1988 portant agrément de l'entreprise «PIENNES AMBULANCES », sise 36 rue de la Liberté à 54490 PIENNES ;
CONSIDERANT
Que la société « PIENNES AMBULANCES » a été cédée le 30 décembre 2010 à la SAS « DUPASQUIER » dont le siège social est situé rue Joseph Cugnot à 55430 BELLEVILLE-sur-MEUSE et agréée en Meurthe-et-Moselle pour un établissement secondaire « GARAGE DUPASQUIER » sis 7 rue Ambroise Croizat à 54490 PIENNES.

ARRETE

Article 1er : L'agrément n° 99 délivré le 17 janvier 1988 à la société «PIENNES AMBULANCES» est retiré.

La société « PIENNES AMBULANCES » est radiée de la liste départementale des entreprises de transports sanitaires.

Article 2 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa notification :

- auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 Avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,
- devant le Tribunal Administratif de Nancy - 5 Place Carrière à 54000 NANCY - pour le recours contentieux.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la région Lorraine, de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et notifié à Monsieur KASPROWIEZ Denis. Un exemplaire sera adressé à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe-et-Moselle.
Nancy le 7 avril 2011

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Docteur Jean-Yves GRALL

DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LORRAINE

RESSOURCES ET MILIEUX NATURELS

Arrêté n° 2011-DREAL-RMN-25 du 5 avril 2011 autorisant à déroger à l'interdiction de capture définitive, transport, détention et utilisation en vue du relâcher de spécimens d'espèces animales protégées

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV du Code de l'Environnement, notamment ses articles L 411-1 et L 411-2 et les articles R 411-1 à R 411-14 ;
VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 et le décret n° 97-1204 du 19 décembre 1997 relatifs à la déconcentration des décisions administratives individuelles, notamment en matière de capture d'espèces animales protégées,
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2007-15 du 4 janvier 2007 relatif aux espèces animales non domestiques ainsi qu'aux espèces végétales non cultivées et modifiant le Code de l'Environnement ;
VU le décret du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION, Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté interministériel du 19 février 2007 modifié fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du Code de l'Environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;
VU l'arrêté interministériel du 19 novembre 2007 fixant la liste des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;
VU l'arrêté ministériel du 4 janvier 2010 nommant M. Alain LIGER, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine (DREAL Lorraine) ;
VU l'arrêté ministériel du 4 janvier 2010 nommant M. Alain LIGER, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine (DREAL Lorraine) ;
VU l'arrêté préfectoral n° 10.BMSSE.05 de M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle portant délégation de signature à M. Alain LIGER, Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine ;
VU l'arrêté préfectoral 2010-DREAL-04 du 8 février 2010 portant subdélégation de signature ;
VU la demande de dérogation au régime de protection des espèces en date du 3 février 2011 formulée par M. WOLFF Franck du Ministère du Développement Durable et des Infrastructures du Luxembourg et le dossier présenté à l'expert faune délégué du Conseil National de Protection de la Nature ;
VU les avis du Conseil National de Protection de la Nature en date du 20 mars 2011 ;
CONSIDÉRANT que la demande de dérogation porte sur capture définitive, le transport, la détention et l'utilisation en vue du relâcher de spécimens d'espèces animales protégées ;
CONSIDÉRANT que la dérogation a pour objet la protection de la faune et de la flore et donc ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, aux populations d'espèces protégées citées dans le dossier dans leur aire de répartition naturelle ;

ARRETE

Article 1er : Identité du bénéficiaire

Le bénéficiaire de la dérogation est M. WOLFF Frank du Ministère du Développement Durable et des Infrastructures du Luxembourg – 18 montée de la Pétrusse – L-2327 LUXEMBOURG. Le mandataire est M. PROESS Roland du bureau d'étude ECOTOP.

Article 2 : Nature de la dérogation

M. WOLFF Frank est autorisée à déroger à l'interdiction de capturer définitivement, de transporter, de détenir et d'utiliser en vue de relâcher sur le territoire LUXEMBOURGEOIS (communes de Bertange et Useldange), 1050 œufs ou têtards de Rainette arboricole (*Hyla arborea*) sur l'ensemble des 3 départements concernés (Moselle, Meurthe-et-Moselle et Meuse).

Article 3 : Conditions de la dérogation

La présente dérogation est délivrée sous réserve de la mise en œuvre de l'ensemble des engagements et mesures décrites dans le dossier et à condition que les prélèvements soient effectués sous le contrôle de M. GODE du CSRPN.

Article 4 : Modalités de suivi

Le bénéficiaire de la présente dérogation fera réaliser à ses frais un rapport des opérations de capture, d'élevage et de relâcher fin 2011. Les résultats du suivi des populations seront transmis à la DREAL Lorraine et au Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, des

Transports et du Logement, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Direction de l'eau et de la biodiversité en 2012 et 2013.

Article 5 : Localisation

Les spécimens seront capturés sur les communes de Mandres-aux-quatre-tours, Royaumeix, Sanzey et Boucq.

Article 6 : Durée de validité de la dérogation et échéances de réalisation des aménagements au titre des mesures compensatoires
La présente dérogation permet la réalisation des activités visées à l'article 2 du présent arrêté jusqu'au 31 décembre 2011.

Article 7 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre des dispositions définies aux articles 3 et 4 peut faire l'objet de contrôle par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 8 : Sanctions

Le non-respect du présent arrêté est passible des sanctions définies à l'article L.415-3 du code de l'environnement.

Article 9 : Droits de recours et informations des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par le bénéficiaire, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, auprès de la juridiction compétente.

Article 10 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- notifié à M. WOLFF Franck du Ministère du Développement Durable et des Infrastructures du Luxembourg ;

- publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle ;

- et dont copie sera adressée à :

* Monsieur le Sous-préfet de Toul,

* Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Meurthe-et-Moselle,

* Monsieur le Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse,

* Monsieur le Délégué du service départemental de la Meurthe-et-Moselle de l'Office Nationale de l'Eau et des Milieux Aquatiques,

* Monsieur le Directeur du service départemental de la Meurthe-et-Moselle de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,

* Monsieur le Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement, Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, Direction de l'eau et de la biodiversité,

* Monsieur le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle,

* Monsieur le Commissaire principal, Directeur de la sécurité publique,

* Monsieur Laurent GODÉ, herpétologue du CSRPN.

Metz, le 5 avril 2011

Pour le Préfet et par délégation,

Le Directeur Régional,

Par subdélégation, le Chef du Service Ressources et Milieux Naturels,
Marie-Laure MÉTAYER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE

Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/153 du 28 mars 2011 approuvant les statuts de l'association foncière de COLOMBEY-LES-BELLES

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 17 janvier 2011 portant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 février 1984 portant institution de l'association foncière de COLOMBEY LES BELLES ;

VU la proposition du bureau de l'association foncière de COLOMBEY LES BELLES en date du 25 janvier 2011 ;

VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de COLOMBEY LES BELLES en date du 12 mars 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;

VU les statuts de l'association foncière de COLOMBEY LES BELLES ;

VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 17 mars 2011 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er - Les statuts de l'association foncière de COLOMBEY LES BELLES, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 12 mars 2011, sont approuvés.

Article 2 - Le sous-préfet de Toul et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de COLOMBEY LES BELLES, adressé au président de l'association foncière de COLOMBEY LES BELLES, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 28 mars 2011

Pour le Préfet et par délégation,

Le Sous-Préfet de Toul,

Hubert ESPIASSE

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/189 du 8 avril 2011 approuvant les statuts de l'association foncière d'ARMAUCOURT

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13, 19, 20, 40 et 102 ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 mai 1995 portant institution de l'association foncière d'ARMAUCOURT ;

VU la proposition du bureau de l'association foncière d'ARMAUCOURT en date du 05 décembre 2010 ;

VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière d'ARMAUCOURT en date du 08 janvier 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;

VU les statuts de l'association foncière d'ARMAUCOURT ;

VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 01 avril 2011 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er - Les statuts de l'association foncière d'ARMAUCOURT, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 08 janvier 2011, sont approuvés.

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie d'ARMAUCOURT, adressé au président de l'association foncière d'ARMAUCOURT, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 avril 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté en date du 7 avril 2010 relatif à la destruction de sangliers qui causent des dégâts aux cultures des agriculteurs du département

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 427-6, L 427-1 à L 427-3 et R 427-1 à R 427-3 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le niveau des dégâts de sangliers dans le département ;

VU les plaintes d'agriculteurs du département ;

CONSIDÉRANT les dégâts occasionnés par des sangliers dans les cultures dans différentes communes du département et afin de prévenir les dégâts dans les semis au printemps ;

VU l'avis du président de la fédération départementale des chasseurs ;

VU l'avis du directeur départemental des territoires ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1er - Exceptionnellement, les lieutenants de louveterie du département sont chargés de détruire les sangliers qui causent des dégâts aux cultures des agriculteurs du département, du 7 avril au 7 mai 2011.

Article 2 - La destruction pourra se réaliser par arme à feu autorisée, en tir de nuit, à l'aide de sources lumineuses.

Article 3 - Pendant cette période, les lieutenants de louveterie interviendront sur demande expresse des agriculteurs de leur secteur (coordonnées ci-jointes), lorsque ceux-ci constatent des dégâts sur leurs cultures.

Article 4 - Avant chaque sortie le lieutenant de louveterie est chargé de prévenir la brigade de gendarmerie concernée, l'office national de la chasse et de la faune sauvage ainsi que les maires des communes concernées.

Article 5 - Un compte rendu d'exécution des opérations comportant la liste des demandeurs et des communes concernées, le nombre de sorties effectuées et les résultats des tirs sera à adresser à la direction départementale des territoires avant le 31 mai 2011 par chaque louveter.

Article 6 - M. le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Briey, Lunéville et Toul ainsi que tous les lieutenants de louvetiers sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux lieutenants de louveterie, au chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, et dont ampliation sera adressée aux colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, directeur départemental de la sécurité publique, le président de la chambre départementale d'agriculture, président de la fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles, président des jeunes agriculteurs 54, directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts, président de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 7 avril 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur Départemental,
La Directrice Adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Annexe 1 à l'arrêté du 7 avril 2011

Groupement des lieutenants de louverie de Meurthe-et-Moselle

Président : Gilles GROSDIDIER
Secrétaire : Philippe KIERREN : 06 08 73 09 81

Noms des louveriers	Unités & Massifs	Portable
LAURENT Claude	1 – 2 (1-2 et 3)	06 07 53 66 52
BOUVET Marc	3 – 4 (4A et 4B)	06 22 30 29 11
CHOLLOT Pascal	5 (5 et 7)	06 72 22 98 40
BRIER Jean-Marc	6 (6)	06 12 65 02 53
LORRAIN Noël	6 (8A et 9A)	06 85 91 16 59
BOURGAU Pierre	6 (8B et 9B)	06 20 33 44 27
KOENIG Bernard	7 (10 – 11A et 11B)	06 83 28 42 37
GENAY Francis	8 (12 et 23)	06 11 11 03 29
DEGUY Bernard	9 (13 et 14)	06 82 22 56 33
MALJEAN Jean-Eric	10 – 11 (15-16-17 et 19)	06 77 38 22 63
GROSDIDIER Gilles	12 (18-20 et 21)	06 11 40 04 00
CANTENEUR Bruno	13 (22-29-31A-31B-32A et 32B)	06 24 29 11 31
SIMOUTRE Jean Pierre	14 (24 et 25)	06 08 42 52 58
DIMEY Alain	15 (partie) (26 et 28)	06 85 41 03 92
SEYER Jean-Louis	15 (partie) (27)	06 82 06 79 32
RECEVEUR Régis	16 (30)	06 50 28 61 40

AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES**Arrêté du 15 mars 2011 portant approbation du plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de CONFLANS-EN-JARNISY, GIRAUMONT, HATRIZE, JARNY et LABRY**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation ;
 VU le code minier, notamment son article 94 ;
 VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants;
 VU l'arrêté préfectoral du 23 juin 2006 prescrivant la prescription du plan de prévention des risques miniers sur le territoire des communes de Conflans-en-Jarnisy, Giraumont, Hatrize, Jarny et Labry ;
 VU les études des aléas miniers présentées en Conseil Scientifique de la CIAM le 21 mars 2002.
 VU les avis des conseils municipaux des communes de Conflans-en-Jarnisy, Giraumont, Hatrize, Jarny et Labry ;
 VU les avis de la chambre départementale d'agriculture, du centre régional de la propriété forestière, de la chambre départementale de commerce et d'industrie et de la chambre départementale des Métiers et de l'Artisanat ;
 VU le rapport et les conclusions motivées de M. le commissaire - enquêteur en date du 13 janvier 2011 ;
 VU le rapport de M. le directeur départemental des Territoires;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Le plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M) est approuvé sur le territoire des communes de Conflans-en-Jarnisy, Giraumont, Hatrize, Jarny et Labry . Les risques pris en compte au titre du présent P.P.R.M sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans le journal ci-dessous désigné :

Le Républicain Lorrain

Article 3 : le présent arrêté sera affiché dans les mairies des communes sus-visées pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public dans la mairie des communes sus-visées, à la direction départementale des territoires, à la sous-préfecture de Briey et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services de l'Etat et les maires des communes sus-visées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement, de l'Aménagement et du logement,

- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 15 mars 2011

Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté n° 2011/DDT/SG/006 du 8 avril 2011 portant subdélégation de signature pour l'exercice des compétences d'ordonnateur secondaire délégué et de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics

Le Directeur Départemental des Territoires, Ingénieur Divisionnaire des Travaux Publics de l'Etat,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001, relative aux lois de finances, modifiée par la loi n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifiée par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 90-232 du 15 mars 1990 portant application de l'article 69 de la loi de finances pour 1990 et relatif à l'organisation administrative et financière du compte de commerce n° 904-21 intitulé « opérations industrielles et commerciales des directions départementales de l'équipement », modifié par le décret 98-682 du 30 juillet 1998 ;

VU le décret n° 2003-1082 du 14 novembre 2003 relatif à l'organisation et aux attributions des direction départementales de l'agriculture et de la forêt ;

VU les décrets n° 2005-29 du 12 janvier 2005 et n° 2000-1143 du 21 novembre 2000, modifiant le décret du 17 octobre 1995 relatif au fonds de prévention des risques naturels ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;

VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics ;

VU les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués :

- du 21 décembre 1982, modifié, pour le budget du ministère de l'urbanisme et du logement des transports,

- du 27 janvier 1992, modifié pour le budget du ministère de l'environnement,

- du 23 mars 1994 pour le budget du ministère de la jeunesse et des sports,

- du 4 janvier 1994 pour le budget du ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville, section budgétaire Ville,

- du 7 janvier 2003 pour le budget du ministère de l'éducation nationale,

- du 2 mai 2002 pour le budget du ministère de l'agriculture et de la pêche ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SG-200912/01 du 31 décembre 2009 portant organisation de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du Premier Ministre portant nomination dans les directions départementales interministérielles, en date du 1er janvier 2010, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 11.OSD.01 du 17 janvier 2011, portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires ;

VU l'organigramme du service ;

ARRETE

Article 1er : La définition de marchés passés selon une procédure adaptée est réalisée sur la base de la programmation de la commande publique définie par mes soins.

Les fonctions de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés ne sont pas déléguées sauf :

Pour les procédures formalisées au sens de l'article 26 du Code des Marchés Publics :

- l'ouverture des enveloppes et la demande éventuelle des pièces de candidature manquantes, dans le respect des dispositions du code des marchés publics, qui sont déléguées au chef de service en charge de l'opération concernée par le marché,

- l'élimination des candidatures ne pouvant être admises, qui est déléguée à Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, directrice adjointe,

- la signature des bons de commandes inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 133 000 € HT (marchés de fournitures et services) dans le cadre de marchés à bons de commande au sens de l'article 77 du Code des Marchés Publics, qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 6 du présent arrêté.

Pour les marchés à procédure adaptée au sens de l'article 28 du Code des Marchés Publics :

- la signature des marchés inférieurs à 206 000 € HT (marchés de travaux) et 133 000 € HT (marchés de fournitures et service), qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 6 du présent arrêté,

- la procédure de consultation et de choix du titulaire qui est déléguée aux personnes désignées aux articles 2 à 5 du présent arrêté.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée à Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, directrice adjointe et à Monsieur Jean VINSON, secrétaire général, à l'effet de signer toute pièce relative à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire selon l'ensemble des dispositions prévues dans l'arrêté susvisé du Préfet.

La présente subdélégation s'étend également au paiement ainsi qu'à toute opération relevant de la compétence de l'ordonnateur secondaire en matière de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs (compte 466-1686) et en matière d'ingénierie publique et d'ATESAT (compte 706.3 Prestations de service - Ingénierie publique).

Article 3 : Subdélégation de signature est donnée aux chefs de service désignés ci-dessous :

- Monsieur Ludovic BONNARD, chargé du service « agriculture, forêt, chasse » ;

- Monsieur Hervé BOYER, chargé du service « transports, sécurité » ;

- Monsieur Jean-Marie HAM, chargé du service « énergie, construction, ingénierie » ;
- Monsieur Jean-Luc JANET, chargé du service « environnement, eau, biodiversité » ;
- Monsieur Karim MIKSA, chargé du Service « habitat » ;
- Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, chargée du service « aménagement durable, urbanisme, risques » ;

à l'effet de signer les engagements juridiques établis dans le cadre de leurs attributions et compétences :

En cas d'absence ou d'empêchement des chefs de service désignés ci-dessus, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par le chef de service chargé, par décision, de leur intérim.

Article 4 : Subdélégation de signature est donnée aux personnes, désignées ci-dessous :

- Monsieur Francis MALLET, adjoint à la responsable du service « aménagement durable, urbanisme, risques » ;
- Monsieur Bernard GANNE, adjoint au secrétaire général ;

à l'effet de signer les engagements juridiques établis dans le cadre de leurs attributions et compétences :

Article 5 : Subdélégation de signature est donnée aux chefs d'unités désignés ci-dessous, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les engagements juridiques dans la limite de 10 000 euros HT par commande pour :

- Madame Sandrine BACHER, chargée de l'unité « formation et développement des compétences » ;
- Monsieur Pascal CAMPANER, chargé de l'unité « moyens généraux » ;
- Madame Danièle HALLY, chargée de l'unité « soutien de l'activité » ;
- Monsieur Christophe MOQUILLON, chargé par interim de l'unité « patrimoine État » ;

Article 6 : Subdélégation de signature est donnée aux agents désignés ci-dessous, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les engagements juridiques dans la limite des montants indiqués :

Agents	Montant HT maximum autorisé	Conditions particulières
Thierry BARBIER	2 000,00 €	Commandes de fournitures
Rolande COULLE	750,00 €	Commandes de fournitures
Chantal ROLIN	Pas de limite	Bons de transport
Christophe BERTIN	1 500,00 €	Commandes informatiques
Daniel LINDINI	1 500,00 €	Commandes informatiques
Jean-Luc CAMÉ	2 200,00 €	Commandes dans le cadre des attributions du CLAS
Claudine MARCHESI	2 200,00 €	Dépenses du cabinet médical

Article 7 : La signature des agents habilités par le présent arrêté est accréditée auprès de Monsieur le Trésorier Payeur Général des Vosges.

Article 8 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 2011/DDT/SG/005 du 8 février 2011 et sera publié au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 8 avril 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

Arrêté n° 2011/DDT/SG/007 du 8 avril 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale

Le Directeur Départemental des Territoires, Ingénieur Divisionnaire des Travaux Publics de l'Etat,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, et notamment l'article 38.4° ;

VU le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDT/SG-200912/01 du 31 décembre 2009 portant organisation de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du Premier Ministre portant nomination dans les directions départementales interministérielles, en date du 1er janvier 2010, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État, en qualité de directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté préfectoral n°11.BI.10 du 17 janvier 2011, portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires et notamment son article 4 ;

ARRETE

Article 1er : Subdélégation de signature est donnée à Madame Marie-Jeanne FOTRE-MULLER, directrice adjointe, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions mentionnées aux articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé à l'exception des décisions portant les numéros de référence : A1 a14, A1 a30, A10 a1, A2 c2, A2 b1 (pour la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école) et 120.

Article 2 : Subdélégation de signature est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, aux personnes suivantes :

- Monsieur Jean VINSON, secrétaire général, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence : A1 a1 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil), A1 a2 à A1 a9, A1 a11 à A1 a13, A1 a15 à A1 a29, A1 a33, A1 a35 à A1 a38 ;
- Madame Sophie-Charlotte VALENTIN, chargée du service « aménagement durable, urbanisme, risques », pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
Pour les agents placés sous son autorité : A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;
A5 a2, A5 a3, A5 b1 à A5 b12, A5 c1, A5 d1, A5 g1, A5 h1 ;

- A8 a1 à A8 a3 ;
121 ;
- Monsieur Ludovic BONNARD, chargé du service « agriculture, forêt, chasse » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;
100 à 110, 112 à 119, 121 à 124 ;
 - Monsieur Jean-Luc JANEL, chargé du service « environnement, eau, biodiversité » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;
201 à 303 ;
 - Monsieur Hervé BOYER, chargé du service « transports, sécurité », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;
A2 a1 à A2 a4, A2 b1 (sauf pour la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école), A2 c1, A2 c3 à A2 c5 ;
A5 i1 à A5 i6 ;
A6 a1 à A6 a5 ;
 - Monsieur Karim MIKSA, chargé du service « habitat », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;
A4 a1 à A4 a7, A4 b3 à A4 b25 ;
A5 a2 ;
 - Monsieur Jean-Marie HAM, chargé du service « énergie, construction, ingénierie » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;
 - Monsieur Bernard GANNE, adjoint au secrétaire général, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
A1 a1 (à l'exception des contrats annuels de l'architecte conseil et du paysagiste conseil), A1 a2 à A1 a9, A1 a11 à A1 a13, A1 a15 à A1 a29, A1 a33, A1 a35 à A1 a38 ;
 - Monsieur Francis MALLET, adjoint au responsable du service « aménagement durable, urbanisme, risques », pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;
A5 a2, A5 a3, A5 b1 à A5 b12, A5 c1, A5 d1, A5 g1, A5 h1 ;
A8 a1 à A8 a3 ;
121 ;
 - Madame Catherine NORMANDIN, adjointe au responsable du service « agriculture, forêt, chasse » pour les décisions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;
100 à 110, 112 à 119, 121 à 124 ;
 - Mesdames et Messieurs Sandrine BACHER, Thierry BONNAUD, Brigitte BOULANGER, Pascal CAMPANER, Ghislaine DOSSOU, Julien DRUET, Vincent FOUCAUT, Jean-Paul FOURNIER, Dominique GERZAGUET, Marie-Claude GIROT, , Danièle HALLY, Michel HANDTKE, Agnès HOCHÉ, Daniel KLIPFEL, Anne-Catherine LADERRIERE, Myriam MATHIS, Patrick MENOUX, Christophe MOQUILLON, Danielle REGARD, Isabelle ROUYER-VANNIER, Michel TALLET, Nicolas TOQUARD, Stéphane VIADER, Patrick VIARD, Mickaël VILLEMINE, chargés ou adjoints des unités et pôles de la DDT, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
 - Messieurs Patrice ARNAULT, Claude GUSTIN, Dominique MAIFFREDY, chargés des pôles relais, dans leurs limites territoriales, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 à A1 a37 ;
A5 b4, A5 b5, A5 c1, A5 g1 ;
 - Madame Christiane ALNOT, chargée de l'unité « application du droit des sols », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
A5 b4, A5 b5, A5 c1, A5 g1 ;
 - Madame Elina GREINER, chargée de l'unité « procédures d'urbanisme », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
A5 a2, A5 a3 ;
 - Madame et Messieurs Jacky BRAZZALE, Henri DUPONT, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
Pour les agents placés sous leur autorité: A1 a18 (pour les congés annuels) ;
 - Mesdames et Messieurs Corinne COLIN, Brigitte LAURENT, Claude MARCHAL, Dominique MOUSSA, Jocelyne RECLIN, Dominique SCHORB, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
Pour les agents placés sous leur autorité: A1 a18 (pour les congés annuels) ;
A5 b4, A5 b5 ;
A5 g1 (sauf pour Brigitte LAURENT) ;
 - Mesdames et Messieurs Michel ALOSI, Estelle ANDRE, Jean-Christophe ANCEL, Jean-Philippe BANCKAERT, Corinne BETIS, Philippe COLA, Cécile DERON, Olivier FARINOTTO, David GRANDIDIER, Sylvie HARDOUIN, Françoise LAUNAY, Régine MONIOT, Yannick PAQUIN, Odette PERRET, Claude PESTELARD, Nicole PICCHIARELLI, Céline RAYBOIS, Denis RUNDSTADLER, Jeannine SODOYER, Laurence THEUNISSEN, Jérôme VERDEAUX, Michèle VIARD, Nelly ZYGMANIAK, Estelle ZIRARI, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
A5 b4, A5 b5 ;
 - Monsieur Emmanuel PETITJEAN, chargé de l'unité « affaires juridiques », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
A8 a1, A8 a2 ;
 - Monsieur Eddy SABANOVIC, chargé de l'unité « parc de logement social public » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
A4 a4, A4 b4, A4 b19 ;
 - Monsieur Thierry GUYOT, chargé de l'unité « programme de rénovation urbaine », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :

- Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
A4 b19 ;
- Madame Marie-Christine SIBILLE, chargée de l'unité « transports », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
A2 a1, A2 a3, A2 a4 ;
A6 a2 à A6 a5 ;
 - Madame Nicole SIEFFER, chargée de l'unité « éducation routière », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
A2 b1 (sauf pour la délivrance du diplôme de moniteur d'auto-école), A2 c1, A2 c3 et A2 c4 ;
 - Monsieur Jean-Pierre LEFEVRE, chargé de l'unité « sécurité civile », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
A2 a2 ;
 - Monsieur Yann TABERKANE, chargée de l'unité « bruit, publicité », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
A5 i1 à A5 i3 ;
 - Monsieur Sébastien FAGOT, chargée de l'unité « sécurité routière », pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
A6 a1 ;
 - Madame Audrey DONNOT, chargée de l'unité « performance et gestion financière » pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de références :
Pour les agents placés sous son autorité: A1 a18 (pour les congés annuels), A1 a26, A1 a35 ;
A1 a29 (à l'exclusion des chefs d'unité et de service).

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement des fonctionnaires désignés à l'article 2 du présent arrêté, la délégation de signature qui leur est confiée sera exercée par l'agent chargé de leur intérim, par décision de Monsieur le directeur départemental des territoires et, à défaut de cette décision :

- en remplacement de Monsieur Karim MIKSA :
 - * par Madame Isabelle ROUYER-VANNIER ;
- en remplacement de Madame Sophie-Charlotte VALENTIN ou de Monsieur Francis MALLET :
 - * par Monsieur Emmanuel PETITJEAN, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros de référence :
A8 a3 ;
- en remplacement de Monsieur Hervé BOYER :
 - * par les fonctionnaires suivants : Madame et Messieurs Ludovic BONNARD, Bernard GANNE, Jean-Marie HAM, Jean-Luc JANEL, Francis MALLET, Karim MIKSA, Sophie-Charlotte VALENTIN, Jean VINSON pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral susvisé, portant les numéros A2 a3 et A2 a4 (circulation des poids lourds les week-ends et jours fériés) ;
- en remplacement de Madame Marie-Christine SIBILLE :
 - * par Monsieur Yann TABERKANE, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A2 a1, A2 a3 et A2 a4 ;
 - * par Monsieur Jean-Pierre LEFEVRE, pour les décisions de l'article 1 de l'arrêté susvisé, portant les numéros de référence : A2 a1, A2 a3 et A2 a4.

Article 4 : Subdélégation de signature est donnée aux personnes suivantes à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, les ampliations des arrêtés relevant de leur service : Madame et Messieurs Ludovic BONNARD, Hervé BOYER, Bernard GANNE, Jean-Marie HAM, Jean-Luc JANEL, Francis MALLET, Karim MIKSA, Sophie-Charlotte VALENTIN, Jean VINSON.

Article 5 : L'arrêté de subdélégation de signature n°2011/DDT/SG/002 en date du 20 janvier 2011 est abrogé.

Article 6 : Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 8 avril 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires,
Michel MARTY

ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE

Arrêté modificatif DDT-PECHE 2011/11 du 1er avril 2011 autorisant l'office national de l'eau et des milieux aquatiques à pratiquer des pêches à des fins scientifiques et à transporter du poisson dans le département de Meurthe-et-Moselle pour 2011

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L. 432-10, L. 436-9 et R. 432-6 à R. 432-10 ;
VU la loi 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, notamment son article 2 et le décret 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour son application ;
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;
VU la demande d'autorisation de pêche à des fins scientifiques présentée le 31 janvier 2011 par le délégué interrégional de Metz de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques ;
VU l'arrêté DDT PECHE 2011/006 autorisant l'ONEMA à pratiquer des pêches scientifiques et à transporter du poisson en Meurthe-et-Moselle en 2011 ;
VU l'avis de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;
VU l'avis du service de la navigation du nord est ;
VU l'avis de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : bénéficiaire de l'opération

L'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques – Délégation interrégionale du Nord Est – 23 rue des Garennes 57 155 MARLY, est autorisé à capturer du poisson à des fins scientifiques et à le transporter, dans les conditions et sous les réserves précisées aux articles suivants du présent arrêté.

Article 2 : cadre de cette opération

Etude des peuplements piscicoles au sens de l'article L. 431-2 du Code de l'environnement, et transfert de population d'écrevisses à pieds blancs (*Austropotamobius pallipes*) et à pattes rouges (*Astacus astacus*).

Article 3 : responsables de l'exécution matérielle

- Personnel de la Délégation interrégionale du Nord Est :

Nadou CADIC, Délégué interrégional
David MONNIER, Adjoint du Délégué interrégional
Sylvie ANDRE, ACO interrégional
Sébastien MANNE, ingénieur
Vincent BURGUN, ingénieur
Florent LAMAND, ingénieur
Emmanuel PEREZ, ingénieur
Christophe DEBORDE, ingénieur
Marc COLLAS, technicien
Sébastien MOUGENEZ, technicien
Jean-Claude LUMET, technicien
Florent PIERRON, technicien
Julien VIALARD, technicien
Stéphane LAFON, technicien

- Personnel du Service Départemental de l'ONEMA -54- :

Jean-Baptiste SCHWEYER
Hervé DALICHAMPT
Pascal VERET
Jean-Yves GRANDJEAN
Boris MANGEOL
Cédric MARULA

- Personnel du Service Départemental de l'ONEMA -55- :

M. Thierry BUZZI, technicien, chef du service départemental
M. Jean-Paul CHODORGE, agent technique
M. Stéphane CURE, agent technique
M. Jean-Louis DALICHAMPT, agent technique
M. Jean-François GERMAIN, agent technique
M. Sylvain ROGISARD, agent technique

- Personnel du Service Départemental de l'ONEMA -57- :

M. Eric SABOT, technicien, chef du service départemental
M. Jacky EBERHARDT, agent technique principal
M. François MAIMBOURG, agent technique
M. Patrice MULLER, agent technique
M. Livier SCHWEYER, agent technique
M. Benoît LABIGAND, agent technique

- Personnel du Service Départemental de l'ONEMA -88- :

M. Alain BISELX, technicien, chef du service départemental
M. Frédéric CHAMBRY, agent technique
M. Vincent FROMAGET, agent technique
M. Rodolphe CASSARD, agent technique

Article 4 : validité de l'autorisation

La présente autorisation est valable jusqu'au 31 décembre 2011.

Article 5 : moyens de capture autorisés

Tous types de pêche.

Article 6 : destination du poisson capturé

Remise à l'eau, sauf dans les cas suivants :

- Le poisson mort au cours de la pêche sera remis au détenteur du droit de pêche jusqu'à concurrence de ses frais ; au delà, il sera remis à un représentant de l'autorité publique ou à une œuvre de bienfaisance ;
- Les poissons destinés aux analyses ou observations scientifiques impliquant leur destruction ;
- Les poissons destinés à des expositions publiques ou à des fins pédagogiques ;
- Les poissons appartenant aux espèces dont l'introduction dans les eaux libres est interdite.

Article 7 : accord du(des) détenteur(s) du droit de pêche

Le bénéficiaire ne peut exercer les droits qui sont liés à la présente autorisation que s'il a obtenu l'accord du(des) détenteur(s) du droit de pêche.

Dans le cadre de suivi du programme de surveillance de l'état des eaux, il sera fait application des dispositions du 2ème alinéa de l'article L. 212-2-2 du code de l'environnement.

Article 8 : déclaration préalable

Une semaine au moins avant chaque opération, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'adresser une déclaration écrite précisant le programme, les dates et lieux de captures, les moyens mis en œuvre, la destination des poissons capturés, au Préfet (D.A.L.), au Président de la Fédération Départementale pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique, au Directeur du service chargé de la police de la pêche.

Article 9 : compte-rendu d'exécution et rapport annuel

Dans un délai de six mois à compter de l'expiration de la présente autorisation, le bénéficiaire adresse un rapport de synthèse sur les opérations réalisées, indiquant les lieux, dates, objets, résultats et conclusions au préfet coordonnateur de bassin (DREAL).

Article 10 : présentation de l'autorisation

Le bénéficiaire ou le responsable de l'exécution matérielle de l'opération doit être porteur de la présente autorisation des opérations de capture et de transport. Il est tenu de la présenter à toute demande des agents commissionnés au titre de la police de la pêche.

Article 11 : retrait de l'autorisation

La présentation autorisation est personnelle et incessible. Elle peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'en respecte pas les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

Article 12 : respect des prescriptions des autorisations :

S'expose à la peine d'amende prévue pour les contraventions de 4ème classe, toute personne qui n'a pas respecté les prescriptions de la présente autorisation.

Article 13 : recours contentieux :

Cette décision est susceptible de recours dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 14 : droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

Article 15 : publication

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Cette publication fait courir le délai de recours contentieux.

Le présent arrêté est mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture (www.meurthe-et-moselle.gouv.fr) pendant un an au moins.

Article 16 : L'arrêté DTT-PECHE 2011/006 autorisant l'office national de l'eau et des milieux aquatiques à pratiquer des pêches à des fins scientifiques et à transporter du poisson dans le département de Meurthe-et-Moselle pour 2011 est abrogé.

Article 17 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au délégué interrégional de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques,

et dont ampliation sera adressée au :

- président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;
- directeur du service de la navigation du nord est.

Nancy, le 1er avril 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté DDT-PECHE 2011/12 du 5 avril 2011 autorisant la pêche de la carpe de nuit dans l'étang de la Ballastière sur les communes de BERTRICHAMPS et THIAVILLE-SUR-MEURTHE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de l'environnement et notamment les articles L. 431-3, L. 435-9, L. 436-5, R. 436-13, R. 436-14, R. 436-23 et R. 436-38 ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L. 2124-8, L. 2124-10, L. 2132-5 à 7 ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;

VU la demande déposée le 10 février 2011 par le président de l'A.A.P.P.M.A. de RAON-L'ETAPE « les amis de la gaule » ;

VU l'avis du directeur départemental des territoires ;

VU l'avis du président de la Fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;

VU l'avis du chef du service départemental de l'ONEMA ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La pêche de la carpe à toute heure est autorisée du 23 avril 2011 au 17 septembre 2011 dans le plan d'eau de 2ème catégorie piscicole décrit ci-dessous.

Ce plan d'eau est soumis aux dispositions de l'article L. 431-3 du Code de l'environnement.

Les dispositions du 5ème alinéa de l'article R. 436-14 du Code de l'environnement s'y appliquent : « Toutefois, depuis une demi-heure après le coucher du soleil jusqu'à une demi-heure avant son lever, aucune carpe capturée par les pêcheurs amateurs aux lignes ne peut être maintenue en captivité ou transportée. »

PLAN D'EAU	COMMUNE	DESIGNATION DU LIEU	A.A.P.P.M.A. GESTIONNAIRE
Etang de la Ballastière	BERTRICHAMPS THIAVILLE	Une seule rive	« Les amis de la Gaule » RAON-L'ETAPE

Article 2 : Les limites des parties intéressées seront dûment signalées par pancartes ou tout autre moyen et indiquant les conditions particulières de pêche. Ces dispositifs seront installés par les soins et aux frais de l'A.A.P.P.M.A. intéressée.

Article 3 : En dehors des heures diurnes d'exercice de la pêche mentionnées à l'article R. 436-13 du code de l'environnement, c'est à dire durant la nuit, les appâts autorisés sont limités aux seuls farineux (céréales, pâtes et pelotes dites « bouillettes »).

Article 4 : Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours devant le tribunal Administratif dans les mêmes conditions de délais.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à :

- M. le Sous-Préfet de Lunéville,
- M. les maires des communes de Bertrichamps et Thiaville-sur-Meurthe,
- M. le chef du service départemental de l'ONEMA,
- M. le président de la fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique,
- M. le président de l'A.A.P.P.M.A. de Raon-L'Etape « les amis de la gaule »,
- M. le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Article 8 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 5 avril 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté DDT-PECHE 2011/13 du 11 avril 2011 autorisant la capture et la remise à l'eau du poisson dans le cadre des travaux de réparation suite à la rupture de l'aqueduc sur le canal de la Marne au Rhin

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code de l'environnement, notamment les articles L. 122-1 à L. 122-3, L. 432-10 et L. 436-9 ;

VU le Code de l'environnement, notamment les articles R. 432-6 à R. 432-10 et R. 436-12 ;

VU le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 pris en application de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;

VU la demande présentée par Voies navigables de France le 8 avril 2011 ;

VU l'avis du chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : présentation des opérations

Dans le cadre des travaux de réparation suite à la rupture de l'aqueduc sur la canal de la Marne au Rhin, Voies navigables de France, Unité Territoriale d'Itinéraire du Canal de la Marne au Rhin Est et Embranchement de Nancy (UT1) procédera à une pêche électrique de sauvegarde. Suite à la rupture de l'aqueduc, le plafond du canal est dans le ruisseau, la pêche sera effectuée sur cette partie effondrée, soit sur une longueur de 15 ml et sur la totalité de la largeur du canal.

Le passage sous fluvial du ruisseau du Frahaut est situé en aval à 260 ml de l'écluse 25 sur la commune de LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY.

Avant de procéder aux pêches de sauvegarde, Voies navigables de France préviendra les gendarmeries du secteur concerné, le service de Meurthe-et-Moselle de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques et la Fédération de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique et les informera des dates prévues pour ces pêches.

La pêche aura lieu pendant le période du 12 avril au 18 avril 2011, compte tenu que celle-ci est conditionnée par l'étanchéité du caisson au pompage.

Article 2 : objet de l'autorisation

Afin de préserver la faune piscicole durant ces travaux de réparation, une pêche de sauvegarde sera réalisée.

La présente autorisation concerne donc cette opération de pêche exceptionnelle et le transport du poisson.

Sont exclues de la présente autorisation, les captures liées à la gestion des peuplements piscicoles ou à des fins scientifiques, à des expositions pédagogiques ou autre.

Article 3 : bénéficiaires de l'autorisation

La Direction Interrégionale du Nord-Est des Voies Navigables de France, Unité Territoriale d'Itinéraire du Canal de la Marne au Rhin Est et Embranchement de Nancy (UT1) Voies Navigables de France est autorisée à capturer le poisson dans la zone concernée et à le remettre à l'eau, dans le milieu naturel le plus proche de leur capture, à savoir à la confluence du ruisseau et de la rivière Meurthe en aval de l'effondrement.

Article 4 : responsable de l'exécution matérielle des opérations et personnel

La récupération du poisson et son transport sont organisés par Voies navigables de France, UT1 Moselle, sous le contrôle des agents chargés de la police de la pêche.

Sous-couvert de l'arrêté préfectoral DDT-PECHE 2011/004, la récupération et le transport du poisson seront exécutés par la Fédération de Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique sous la Direction de M. TAVOSO.

Article 5 : matériel utilisé

Les poissons seront récupérés par la méthode de pêche à l'électricité, matériel électrique de type « Martin Pêcheur » et à l'épuisette.

Article 6 : destination du poisson capturé

Les poissons seront remis vivants à l'eau à l'endroit le plus proche de leur capture, de seconde catégorie piscicole sauf dans les cas suivants :

- mauvais état sanitaire,

- le poisson mort au cours de la pêche sera remis au détenteur du droit de pêche jusqu'à concurrence de ses frais ; au-delà, il sera remis à un représentant de l'autorité publique ou à une oeuvre de bienfaisance,

- les espèces visées aux alinéas 1 et 2ème de l'article L. 432-10 du Code de l'environnement seront tuées sur place puis prises en charge par une entreprise d'équarrissage agréée dans les conditions prévues par la réglementation.

Par ailleurs, les espèces particulières qui n'auront pas été formellement identifiées seront photographiées et un individu de chaque espèce sera conservé et remis au service de Meurthe-et-Moselle de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques.

Article 7 : compte-rendu d'exécution

Un compte rendu des opérations de sauvetage sera rédigé et adressé au service chargé de la police de la pêche sous 3 mois à l'issue des opérations.

Il comprendra les éléments suivants : la date et le lieu de l'opération, le personnel, et les moyens mis en oeuvre, les espèces présentes, le poids estimé et les lieux de déversement.

Une copie de ce document sera adressée au service de Meurthe-et-Moselle de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques.

Article 8 : validité de l'autorisation

La présente autorisation est valable du 12 avril au 18 avril 2011.

Article 9 : présentation de l'autorisation

Le bénéficiaire de l'autorisation, ou la personne responsable de l'exécution matérielle doit présenter l'autorisation à toute demande des agents chargés de la police de la pêche en eau douce. S'il ne peut le faire ou s'il s'y refuse, il s'expose à la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 3^e classe.

La personne qui participe à l'exécution d'une opération de capture ou de transport s'expose aux sanctions prévues par la législation et la réglementation de la pêche en eau douce si le bénéficiaire de l'autorisation ou la personne responsable de l'exécution matérielle de l'opération n'est pas présent au cours de l'opération.

Article 10 : retrait de l'autorisation

La présente autorisation exceptionnelle de capture et de transport est personnelle et incessible. Elle peut être retirée à tout moment et sans indemnité si le bénéficiaire ne respecte pas les clauses figurant dans son autorisation ou les prescriptions qui lui sont liées, ou si lui-même ou la personne responsable de l'exécution matérielle de l'opération n'est pas présent au cours de l'opération.

Article 11 : respect des prescriptions des autorisations :

S'expose à la peine d'amende prévue pour les contraventions de 4^eme classe, toute personne qui n'a pas respecté les prescriptions de la présente autorisation.

Article 12 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut être déféré devant la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 13 : droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

Article 14 : publication

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Cette publication fait courir le délai de recours contentieux.

Le présent arrêté est mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture (www.meurthe-et-moselle.gouv.fr) pendant un an au moins.

Article 15 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires, le chef du service de la navigation du Nord-Est, le lieutenant colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle, le chef du service de Meurthe-et-Moselle de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, le Président de la Fédération de la Meurthe-et-Moselle pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique et le responsable de l'UTI de Voies navigables de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie du présent arrêté sera adressée, pour information :

- au maire de la commune de LANEUVEVILLE-DEVANT-NANCY

Nancy, le 11 avril 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du Service de Police de l'Eau de Meurthe-et-Moselle,
Jean-Luc JANEL

TRANSPORTS - SECURITE

Arrêté 2011/DDT/TS/009 du 6 avril 2011 réglementant temporairement la circulation dans le sens de circulation Paris-Strasbourg et Strasbourg-Paris de l'autoroute A4 durant les travaux de réfection des chaussées du PR 305+820 au PR 272+000 durant la période comprise entre le 11 avril et le 24 juin 2011

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;
VU le code de la route et notamment ses articles R 43-3 et R225 ; R 411-9 ; R 411-21-1 et R 414-17 ;
VU l'ordonnance n° 2001-273 du 28 mars 2001 ;
VU le décret du 29 octobre 1990 approuvant la convention de concession en vue de la construction et de l'exploitation des autoroutes, le décret du 22 mars 2010 approuvant l'avenant à la convention de concession et approuvant les modifications du cahier des charges de la concession ;
VU la convention de concession et le cahier des charges, notamment l'article 14 et annexe ;
VU l'arrêté préfectoral du 24 août 1999 portant réglementation de la police de la circulation routière sur l'autoroute A4 dans le département de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.10 du 17 janvier 2011 accordant délégation de signature à Michel MARTY, directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté n° 2011/DDT/SG/002 du 20 janvier 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale ;
VU la demande présentée par la SANEF ;
VU l'avis du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'avis du commandant du groupement de gendarmerie départementale de Meurthe-et-Moselle en date du 14 mars 2011 ;
VU l'avis du chef de la division transports du CRICR-Est en date du 29 mars 2011 ;
VU l'avis du directeur de la DIR-Est en date du 15 mars 2011 ;
VU l'avis du président du conseil général en date du 22 mars 2011 ;
CONSIDERANT la nécessité de procéder à des travaux de réfection des chaussées du PR 305+820 au PR 272+000 de l'autoroute A4 – district de JARNY ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle :

ARRETE**Article 1er** - Localisation - Nature des travaux

Autoroute A 4 – Travaux de réfection des chaussées dans les deux sens de circulation Paris-Strasbourg et Strasbourg-Paris du PR 305+820 au PR 272+000.

Article 2 - Dérogation

Par dérogation à l'arrêté préfectoral permanent d'exploitation sous chantier en date du 24 août 1999 pour le département de Meurthe-et-Moselle, les travaux de réfection des chaussées situées du PR 305+820 au PR 272+000 sens Paris-Strasbourg et Strasbourg-Paris de l'autoroute A4 seront autorisés durant la période comprise entre le 11 avril et le 24 juin 2011.

Dérogation à l'article n° 4

Les neutralisations seront en place de jour comme de nuit, y compris les samedis, dimanches et les jours dits hors chantiers.

Le chantier entraînera des déviations sur le réseau ordinaire.

Dérogation à l'article n° 5

Le débit prévisible par voie laissée libre à la circulation pourra dépasser 1200 véhicules / heure en section courante.

Dérogation à l'article n° 6

La zone de restriction de capacité pourra excéder 6 kilomètres.

Dérogation à l'article n° 7

Le chantier pourra entraîner un basculement total de la circulation.

Dérogation à l'article n° 9

La largeur des voies pourra être réduite de 3.50 m à 3.20 m pour la voie lente et de 3.50 m à 2.80 m pour la voie rapide.

Pour la mise en place des Séparateurs Modulaires de Voies (SMV), la largeur des voies pourra être réduite de 3.50 m à 3.20 m et temporairement, pendant leur pose sur l'axe médian, la voie lente sera réduite et la circulation se fera à cheval sur la voie lente et la BAU.

La bande dérasée de gauche sera supprimée pour la mise en place provisoire des Séparateurs Modulaires de Voies pendant toute la durée du chantier.

Dérogation à l'article n° 10

L'inter-distance entre ce chantier et d'autres chantiers d'entretien courant ou non courant pourra être inférieure à la réglementation en vigueur.

Article 3 - Déroulement des travaux

Les travaux de rénovation des chaussées du PR 305+820 au PR 272+000 de l'autoroute A4, sens Paris- Strasbourg et Strasbourg-Paris, nécessitent les restrictions de circulation suivantes :

Phase 1 - Travaux de rabotage et application du BBME dans le sens Strasbourg-Paris du PR 305+820 au 295+240 puis du sens Paris-Strasbourg du PR 295+240 au PR 305+775 :

Phase 1.1 - Travaux de réfection de la couche de roulement en pleine largeur dans le sens Strasbourg Paris du PR 305+820 au PR 300+600 et rabotage des bretelles de l'aire de service de Metz/Saint-Privat :

Zone de basculement : du PR 308+435 au 300+535 sens Strasbourg-Paris.

Planning prévisionnel des travaux : le 11 avril 2011.

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Strasbourg-Paris sur le sens Paris-Strasbourg :

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contresens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.

- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Pendant la durée de cette phase dans le sens Strasbourg-Paris :

* la bretelle de sortie et la bretelle d'entrée de l'aire de service de Metz/Saint-Privat seront fermées,

* la longueur de la voie de décélération en sortie du diffuseur de Sainte-Marie-aux-Chênes sera réduite.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de Saint-Jean- les-Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 280+700 au PR 281+800 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+700 au 281+100 : La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

Phase 1.2 - Travaux de réfection de la couche de roulement en pleine largeur dans le sens Strasbourg-Paris du PR 300+600 au PR 297+000 et rabotage des bretelles de sortie et d'entrée du diffuseur de Sainte-Marie-aux-Chênes :

Zone de basculement : du PR 304+835 au 296+160 sens Strasbourg-Paris.

Planning prévisionnel des travaux : les 12 et 13 avril 2011.

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Strasbourg-Paris sur le sens Paris-Strasbourg :

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contresens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.
- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.
- Pendant la durée de cette phase dans le sens Strasbourg-Paris :
 - * la bretelle de sortie et la bretelle d'entrée du diffuseur de Sainte-Marie-aux-Chênes seront fermées. Des itinéraires de déviation seront mis en place,
 - * mise en place d'un alternat sur RD 181 a.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de Saint-Jean- les-Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 280+700 au PR 281+800 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+700 au 281+100 : La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

Phase 1.3 - Travaux de réfection de la couche de roulement en pleine largeur dans le sens Strasbourg-Paris du PR 297+000 au PR 295+240 : Zone de basculement : du PR 299+415 au 295+000 sens Strasbourg-Paris.

Planning prévisionnel des travaux : les 14 et 15 avril 2011.

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Strasbourg-Paris sur le sens Paris-Strasbourg :

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contresens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.
- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.
- Pendant la durée de cette phase dans le sens Strasbourg-Paris :
 - * la longueur de la voie d'accélération en entrée du diffuseur de Sainte-Marie-aux-Chênes sera réduite.
- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de Saint-Jean-les-Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 280+700 au PR 281+800 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+700 au 281+100 : La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

Phase 1.4 - Travaux de réfection de la couche de roulement en pleine largeur dans le sens Paris- Strasbourg du PR 295+240 au PR 299+000 : Zone de basculement : du PR 295+000 au 299+415 sens Paris-Strasbourg.

Planning prévisionnel des travaux : le 18 avril 2011.

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Paris-Strasbourg sur le sens Strasbourg-Paris :

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contresens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.
- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.
- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de Saint-Jean-les-Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 280+700 au PR 281+800 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+700 au 281+100 : La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

Phase 1.5 - Travaux de réfection de la couche de roulement en pleine largeur dans le sens Paris- Strasbourg du PR 299+000 au PR 304+000 et rabotage des bretelles de sortie et d'entrée du diffuseur de Sainte-Marie-aux-Chênes ainsi que de la bretelle de sortie Batilly :

Zone de basculement : du PR 298+475 au 304+835 sens Paris-Strasbourg.

Planning prévisionnel des travaux : les 19 et 20 avril 2011.

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Paris-Strasbourg sur le sens Strasbourg-Paris :

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contresens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.
- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.
- Pendant la durée de cette phase dans le sens Paris-Strasbourg :
 - * la bretelle de sortie et la bretelle d'entrée du diffuseur de Sainte-Marie-aux-Chênes ainsi que la bretelle de sortie Batilly seront fermées. Des itinéraires de déviation seront mis en place.
 - * mise en place d'un alternat sur RD 181 a.
- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de Saint-Jean-les-Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 280+700 au PR 281+800 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+700 au 281+100 : La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

Phase 1.6 - Travaux de réfection de la couche de roulement en pleine largeur dans le sens Paris-Strasbourg du PR 304+000 au PR 305+775 et rabotage des bretelles de l'aire de service de Metz/ Saint-Privat :

Zone de basculement : du PR 300+535 au 308+435 sens Paris-Strasbourg.

Planning prévisionnel des travaux : le 21 avril 2011.

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Paris-Strasbourg sur le sens Strasbourg-Paris :

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contresens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.
- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.
- Pendant la durée de cette phase dans le sens Paris-Strasbourg :
 - * la bretelle de sortie et la bretelle d'entrée de l'aire de service de Metz/Saint-Privat seront fermées,
 - * la longueur de la voie d'accélération en entrée du diffuseur de Sainte-Marie-aux-Chênes sera réduite.
- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de Saint-Jean- les-Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 280+700 au PR 281+800 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+700 au 281+100 : La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

Phase 2 - Travaux d'application du BBTM dans le sens Paris-Strasbourg du PR 295+240 au PR 305+775 puis du sens Strasbourg-Paris du PR 305+820 au 295+240 :

Phase 2.1 : Travaux de réfection de la couche de roulement en pleine largeur dans le sens Paris- Strasbourg du PR 295+240 au PR 301+000 et des bretelles de sortie et d'entrée du diffuseur de Sainte-Marie-aux-Chênes ainsi que la bretelle de sortie Batilly :

Zone de basculement : du PR 295+000 au 303+030 sens Paris-Strasbourg.

Planning prévisionnel des travaux : le 26 avril 2011.

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Paris-Strasbourg sur le sens Strasbourg-Paris :

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contresens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.
- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.
- Pendant la durée de cette phase dans le sens Paris-Strasbourg :
 - * la bretelle de sortie et la bretelle d'entrée du diffuseur de Sainte-Marie-aux-Chênes ainsi que la bretelle de sortie Batilly seront fermées. Des itinéraires de déviation seront mis en place.
 - * mise en place d'un alternat sur RD 181 a.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de St-Jean-les-Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 280+700 au PR 281+800 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+700 au 281+100 : La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

Phase 2.2 - Travaux de réfection de la couche de roulement en pleine largeur dans le sens Paris- Strasbourg du PR 301+000 au PR 305+775 et des bretelles de l'aire de service de Metz/Saint- Privat :

Zone de basculement : du PR 300+535 au 308+435 sens Paris-Strasbourg.

Planning prévisionnel des travaux : le 27 avril 2011.

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Paris-Strasbourg sur le sens Strasbourg-Paris :

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contresens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.
- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.
- Pendant la durée de cette phase dans le sens Paris-Strasbourg :
 - * les entrées et sorties de l'aire de service de Metz/Saint-Privat seront fermées à la circulation dans les deux sens de circulation.
 - * la longueur de la voie d'accélération en entrée du diffuseur de Sainte-Marie-aux-Chênes sera réduite.
- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de Saint-Jean-les-Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 280+700 au PR 281+800 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+700 au 281+100 : La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

Phase 2.3 - Travaux de réfection de la couche de roulement en pleine largeur dans le sens Strasbourg-Paris du PR 305+820 au PR 300+000, de la bretelle de sortie du diffuseur de Sainte- Marie-aux-Chênes et des bretelles de l'aire de service de Metz/Saint-Privat :

Zone de basculement : du PR 308+435 au 299+415 sens Strasbourg-Paris.

Planning prévisionnel des travaux : le 28 avril 2011.

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Strasbourg-Paris sur le sens Paris-Strasbourg :

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contresens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.
- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.
- Pendant la durée de cette phase dans le sens Strasbourg-Paris :
 - * les entrées et sorties de l'aire de service de Metz/Saint-Privat seront fermées à la circulation.
 - * la bretelle de sortie de Sainte-Marie-aux-Chênes sera fermée. Des itinéraires de déviation seront mis en place.
 - * la longueur de la voie d'accélération en entrée du diffuseur de Sainte-Marie-aux-Chênes sera réduite.
 - * mise en place d'un alternat sur RD 181 a.
- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de Saint-Jean-les-Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 280+700 au PR 281+800 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+700 au 281+100 : La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

Phase 2.4 - Travaux de réfection de la couche de roulement en pleine largeur dans le sens Strasbourg-Paris du PR 300+000 au PR 295+240 et de la bretelle d'entrée du diffuseur de Sainte- Marie-aux-Chênes :

Zone de basculement : du PR 300+535 au 295+000 sens Strasbourg-Paris.

Planning prévisionnel des travaux : le 29 avril 2011.

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Strasbourg-Paris sur le sens Paris -Strasbourg :

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contresens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.
- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.
- Pendant la durée de cette phase dans le sens Strasbourg-Paris :
 - * la bretelle d'entrée de Sainte-Marie-aux-Chênes sera fermée. Des itinéraires de déviation seront mis en place,
 - * la longueur de la voie d'accélération en entrée du diffuseur de Sainte-Marie-aux-Chênes sera réduite,
 - * mise en place d'un alternat sur RD 181 a.
- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de Saint-Jean-les-Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris Strasbourg du PR 280+700 au PR 281+800 et sens Strasbourg Paris du PR 281+700 au 281+100 : La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

Phase 3 - Travaux de rabotage, d'application du BBME puis du BBTM sur la plateforme de péage de Beaumont par demi-chaussée dans le sens Paris-Strasbourg et Strasbourg-Paris du PR 291+500 au 295+240 :

Planning prévisionnel des travaux : du 02 au 06 mai 2011.

Restrictions : Neutralisation des voies lentes et des voies rapides dans les deux sens de circulation et de part et d'autre de la plateforme de péage de Beaumont. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de Saint-Jean-les-Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 280+700 au PR 281+800 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+700 au 281+100 : La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.
- Une formation de bouchon est possible au niveau de la plateforme de péage de Beaumont dans le sens Paris-Strasbourg.

Phase 4 - Travaux de rabotage, d'application du BBME puis du BBTM dans le sens Paris-Strasbourg du PR 291+500 au PR 294+610 puis du sens Strasbourg-Paris du PR 294+610 au 291+500 :

Phase 4.1 - Travaux de réfection de la couche de roulement en pleine largeur dans le sens Paris- Strasbourg du PR 291+500 au PR 294+610 et des bretelles de sortie et d'entrée du diffuseur de Jarny :

Zone de basculement : du PR 289+925 au PR 295+000 sens Paris-Strasbourg.

Planning prévisionnel des travaux : les 9 et 10 mai 2011.

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Paris-Strasbourg sur le sens Strasbourg-Paris :

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contresens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.
- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.
- Pendant la durée de cette phase dans le sens Paris-Strasbourg :
 - * la bretelle d'entrée et de sortie du diffuseur de Jarny seront fermées. Des itinéraires de déviation seront mis en place.
- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de Saint-Jean-les-Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 280+700 au PR 281+800 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+700 au PR 281+100 : La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

Phase 4.2 - Travaux de réfection de la couche de roulement en pleine largeur dans le sens Strasbourg-Paris du PR 294+610 au PR 291+500 :
Zone de basculement : du PR 295+000 au PR 289+925 sens Strasbourg-Paris.

Planning prévisionnel des travaux : les 11 et 12 mai 2011.

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Strasbourg-Paris sur le sens Paris-Strasbourg :

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contresens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.
- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.
- Pendant la durée de cette phase :
 - * les bretelles d'entrée et de sortie du diffuseur de Jarny sens Paris-Strasbourg et Strasbourg-Paris seront fermées. Des itinéraires de déviation seront mis en place,
 - * mise en place d'un alternat sur RN 103.
- Afin de permettre l'accès des PL à la centrale à enrobé implantée sur la plateforme de Saint-Jean-les-Buzy : neutralisation des voies lentes sens Paris-Strasbourg du PR 280+700 au PR 281+800 et sens Strasbourg-Paris du PR 281+700 au PR 281+100 : La circulation s'effectuera sur voie rapide et la vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

Phase 5 - Travaux de rabotage et application du BBME et du BBTM dans le sens Strasbourg-Paris du PR 291+500 au PR 281+000 :

Zone de basculement : du PR 292+170 au PR 280+540 sens Strasbourg-Paris.

Planning prévisionnel des travaux : du 16 au 20 mai 2011.

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Strasbourg-Paris sur le sens Paris-Strasbourg :

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contresens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.
- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

Phase 6 - Travaux de rabotage et application du BBME et du BBTM dans le sens Strasbourg-Paris du PR 281+000 au PR 272+000 :

Zone de basculement : du PR 282+945 au PR 271+315 sens Strasbourg-Paris.

Planning prévisionnel des travaux : du 23 au 27 mai 2011.

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Strasbourg-Paris sur le sens Paris-Strasbourg :

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contresens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.
- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

Phase 7 - Travaux de rabotage et application du BBME et du BBTM dans le sens Paris-Strasbourg du PR 272+000 au PR 281+000 :

Zone de basculement : du PR 271+315 au PR 282+945 sens Paris-Strasbourg.

Planning prévisionnel des travaux : du 30 mai au 9 juin 2011.

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Paris-Strasbourg sur le sens Strasbourg-Paris :

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contresens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.
- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

Phase 8 - Travaux de rabotage et application du BBME et du BBTM dans le sens Paris-Strasbourg du PR 281+000 au PR 291+500 :

Zone de basculement : du PR 280+540 au PR 292+170 sens Paris-Strasbourg.

Planning prévisionnel des travaux : du 10 au 24 juin 2011.

Restrictions : Basculement total de la circulation du sens Paris-Strasbourg sur le sens Strasbourg-Paris :

- Dans le sens en travaux : la voie lente et la voie rapide seront neutralisées. La circulation se fera sur la voie rapide du sens non en travaux préalablement mise en contre sens. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule. Au droit du basculement, en entrée et en sortie, la vitesse sera limitée à 50 km/h.
- Dans le sens non en travaux : la voie rapide sera neutralisée. La vitesse sera limitée progressivement à 110 km/h puis à 90 km/h et il sera interdit de dépasser à tout véhicule.

Les dates de travaux ci-dessus sont données à titre indicatif et sont susceptibles d'être modifiées en fonction de l'avancement, des intempéries et/ou problèmes techniques de chantier. Les travaux pourront donc être éventuellement également réalisés du 27 juin au 1er juillet 2011 et/ou du 4 au 08 juillet 2011. En tout état de cause le changement de phase ne pourra être effectué que si la phase précédente est finalisée.

Ce chantier sera réalisé simultanément sur les départements de la Meuse, de la Meurthe et Moselle et de la Moselle, un arrêté sera pris par la préfecture de la Meuse en ce qui concerne la section comprise entre les PR 272+000 et 281+035, de la Meurthe et Moselle en ce qui concerne la section comprise entre les PR 281+035 et 299+357 et de la Moselle en ce qui concerne la section comprise entre les PR 299+357 et le PR 305+820.

Article 4 - Signalisation

La signalisation temporaire sur autoroute A4 conforme aux prescriptions visées aux articles précédents sera mise en place à la diligence de SANEF, conformément à la réglementation en vigueur et notamment les dispositions du Livre 1 – 8ème partie – "Signalisation Temporaire". Les signalisations de police permanente et directionnelle ne devront pas être contradictoires avec une mesure d'exploitation prise pour un chantier.

La signalisation verticale et les dispositifs de protection du chantier mis en place seront adaptés aux caractéristiques géométriques du site.

Conformément aux prescriptions interministérielles en vigueur et au dossier d'exploitation sous chantier annexé, la signalisation temporaire des différentes phases de travaux sera mise en place et entretenue par les services de SANEF.

La signalisation temporaire pour les itinéraires de déviation mise en place sur le réseau secondaire sera gérée et organisée par SANEF. Aux entrées et sorties des voies mises en contresens, il sera mis en place des séparateurs modulaires de voies en béton de type BT4 lorsque les dispositifs de retenu permanents seront déposés plus de 48 heures. Les séparateurs modulaires de voies en béton de type BT4 seront peints alternativement, en blanc et en rouge sur toute la surface du séparateur modulaire de voie et en partie haute, ils seront équipés de réflecteurs catadioptriques de couleur orange et de dimension 120 x 80 mm espacés de 8.00 ml.

Le balisage d'alignement droit sera réalisé à l'aide de plots guide, en séparation de flux sur le sens non en travaux ou en K5a.

Les signalisations temporaires de chantier seront posées conformément au manuel du chef de chantier « routes à chaussées séparées » – édition 2002 – édité par le SETRA.

La signalisation sera mise en place et entretenue par le centre d'exploitation SANEF de Jarny.

La circulation des poids lourds chargés de la mise en place des séparateurs modulaires de voies sera autorisée, pendant la durée du chantier, du samedi 22h00 au dimanche 22h00 et de 22h00 veille de jour férié à 22h00 les jours fériés. A ce titre, le transporteur se rapprochera des services compétents de la préfecture du lieu de départ en charge, afin d'obtenir cette dérogation.

Les insertions des véhicules de chantier se feront à partir des voies laissées libres à la circulation, dans le sens en travaux.

SANEF, en accord avec la gendarmerie assurera la protection mobile pour tout mouvement de matériels ou d'engins hors gabarits en dehors de la zone de chantier qui ne serait pas neutralisée ainsi que lors de l'ouverture ou la fermeture des zones de basculement de circulation. Le bouchon mobile sera formé avec les forces de l'ordre territorialement compétentes et des agents SANEF. La tête du bouchon mobile sera matérialisée par un véhicule SANEF et un véhicule des forces de l'ordre. La queue du bouchon mobile sera matérialisée soit :

- par la pose de panneaux de type AK30 équipés de trois feux R2 synchronisés positionnés en accotement et TPC en amont de la zone à réaliser,

- par un véhicule, équipé d'un panneau à message variable, placé en amont.

Les entrées et/ou sorties des aires de services ou de repos, et les entrées et/ou sorties des diffuseurs ou échangeurs seront momentanément fermées à la circulation (présence d'un véhicule SANEF en sortie).

Article 5 - Information des usagers

Les usagers de l'autoroute seront informés des restrictions de circulation par l'intermédiaire :

- De la radio 107.7FM,

- Des panneaux à messages variables (PMV et PMVC),

Article 6 - Les infractions aux instructions du présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 - Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, le commandant chargé du peloton de gendarmerie autoroutier de Jarny, le directeur de l'entreprise attributaire des travaux, le directeur du réseau Est SANEF sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera adressée pour information au président de la mission de contrôle des autoroutes, aux maires d'Auboué, Batilly, Briey, Hatrize, Homécourt, Jarny, Moineville, Moutiers et Valleroy, aux présidents des syndicats de transporteurs, au directeur départemental des services d'incendie et de secours, aux co-directeurs du C.R.I.C.R de Metz.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 6 avril 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Pour le Directeur départemental,
Le Chef du Service Transports, Sécurité,
Hervé BOYER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

Arrêté du 8 avril 2011 portant clôture des travaux de remaniement du cadastre de la commune de VILLERS-SOUS-PRENY

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères ;

VU le décret n° 55-471 du 30 avril 1955 relatif à la rénovation et à la conservation du cadastre ;

VU la loi n° 74-645 du 18 juillet 1974 relative à la mise à jour périodique de valeurs locatives servant de base aux impositions directes locales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 juin 2008 portant ouverture des travaux de remaniement du cadastre dans la commune de VILLERS-SOUS-PRENY.

VU l'avis de la Directrice Départementale des Finances Publiques ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : La date d'achèvement des travaux de remaniement du cadastre dans la commune de VILLERS-SOUS-PRENY est fixée au 15 juin 2011.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Maire de la commune de VILLERS-SOUS-PRENY, ainsi qu'à la Directrice Départementale des Finances Publiques et publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 avril 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

RECTORAT DE L'ACADEMIE DE NANCY-METZ

Arrêté rectoral du 4 avril 2011 concernant un recrutement de 11 adjoints administratifs par la voie du PACTE au titre de l'année 2011

Le Recteur de l'Académie de NANCY-METZ,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

VU l'arrêté du 7 novembre 1985 modifié portant délégation de pouvoirs en matière de gestion de certains personnels des services extérieurs du ministère de l'Education Nationale ;

VU le décret n° 90-713 du 1^{er} août 1990 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps des adjoints administratifs des administrations de l'Etat ;
VU l'ordonnance n° 2005-901 du 2 août 2005 instituant une nouvelle voie d'accès dans les corps et cadres d'emplois de la catégorie C par un contrat de droit public donnant vocation à être titularisé et dénommé PACTE (parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat) ;
VU le décret n° 2005-902 du 2 août 2005 pris pour l'application de l'article 22 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
VU l'arrêté du 16 Mars 2011 paru au Journal Officiel du 26 Mars 2011 autorisant au titre de l'année 2011 l'ouverture de recrutement d'adjoints administratifs de 2^{ème} classe de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur par voie du parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et de l'Etat (PACTE) et fixant le nombre de postes offerts à ce recrutement ;

ARRETE

Article 1er : Onze recrutements d'adjoints administratifs de 2^{ème} classe du ministère de l'Education Nationale et de l'enseignement supérieur, par la voie du parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat (PACTE), sont ouverts dans l'Académie de Nancy-Metz au titre de l'année 2011.

Article 2 : Le PACTE est un contrat de droit public, d'une durée de 12 à 24 mois, qui alterne formation et activité professionnelle et comporte une période d'essai de 2 mois. Son bénéficiaire a vocation à être titularisé au vu de son aptitude professionnelle et de son parcours de formation.

Article 3 : Le nombre de postes à pourvoir est fixé à 11 pour les adjoints administratifs.

Article 4 : IMPLANTATIONS : département de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : ATTRIBUTIONS : adjoint administratif : tâches administratives d'exécution comportant la connaissance et l'application de règlements administratifs ; fonctions de secrétariat ou de gestion dans un collège, un lycée ou un établissement d'enseignement supérieur ou dans un service déconcentré.

Article 6 : BENEFICIAIRES : Jeunes de 16 à 25 ans révolus, de nationalité française ou ressortissants d'un des états membres de l'Union Européenne ou de l'Espace Economique Européen, sortis du système éducatif sans diplôme et sans qualification professionnelle reconnue ou dont le niveau du diplôme est inférieur au niveau IV (Baccalauréat).

Article 7 : INSCRIPTIONS

- Auprès du Pôle Emploi du lieu de domicile ;
- Joindre un descriptif du parcours antérieur de formation et, le cas échéant, de l'expérience professionnelle ;
- Date limite de dépôt de candidature :

Jusqu'au lundi 23 mai 2011 à minuit (le cachet de la poste faisant foi)

Tout renseignement peut être obtenu par téléphone au :

03.83.86.20.85 ou par courrier adressé à la :

Division des Personnels d'Encadrement, Administratifs, Ouvriers, Sociaux et de Santé

Bureau DIPEAOS 1

2 rue Philippe de Guedres

C.O. n° 30013

54035 NANCY CEDEX

Article 8 : La commission académique auditionnera les candidats sélectionnés au cours du mois de juin 2011.

Article 9 : La Secrétaire Générale de l'Académie est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 4 avril 2011

Le Recteur,
Jean-Jacques POLLET

INSPECTION ACADEMIQUE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Arrêté du 6 avril 2011 portant modification du Conseil Départemental de l'Education Nationale dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'Education et notamment ses articles L 235-1 et R 235-1 à R 235-11 relatifs aux Conseils Départementaux de l'Education Nationale ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU les propositions des collectivités territoriales et des organismes intéressés ;

VU les propositions de l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 février 2010 portant renouvellement du Conseil Départemental de l'Education Nationale ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'article 2 de l'arrêté préfectoral susvisé est modifié comme suit :

Membres représentant les communes, le département et la Région

B) Département de la Meurthe et Moselle

TITULAIRES

Monsieur Gauthier BRUNNER
Conseiller Général de VEZELISE
Monsieur Olivier JACQUIN
Conseiller Général de THIAUCOURT
Monsieur Yves WILLER
Conseiller Général de GERBEVILLER
Monsieur Jean-Pierre MINELLA
Conseiller Général d'HOME COURT
Monsieur Bernard MULLER
Conseiller Général de BADONVILLER

SUPPLEANTS

Monsieur Jean-Pierre LAURENCY
Conseiller Général de TOMBLAINE
Monsieur Antony CAPS
Conseiller Général de NOMENY
Monsieur Maurice VILLAUME
Conseiller Général de BAYON
Monsieur Serge DE CARLI
Conseiller Général de MONT SAINT MARTIN
Monsieur André BARBIER
Conseiller Général d'HARQUE

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, l'Inspecteur d'Académie, Directeur des Services Départementaux de l'Education Nationale, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et dont ampliation sera adressée à chacun des membres.

Nancy, le 6 avril 2011

Le Préfet,
Adolphe COLRAT

AUTRES SERVICES

CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY

Décision n° 024/11 du 30 mars 2011 portant délégation de signature

Monsieur Gilles BAROU, Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy,

VU l'article L6143.7 du Code de la Santé Publique ;

VU les articles D 6143-33 à D 6143-36 du Code de la Santé Publique ;

VU la communication qui sera faite au Conseil de Surveillance du 24 juin 2011 ;

VU le tableau des attributions des directions fonctionnelles du Centre Psychothérapique de Nancy ;

VU l'arrêté du 11/12/2008 nommant Monsieur Gilles BAROU dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy avec une prise de fonction à compter du 16 février 2009 ;

VU l'arrêté du 8 février 2011 nommant Monsieur Pascal BACHER dans les fonctions de Directeur Adjoint chargé des services économiques et travaux au Centre Psychothérapique de Nancy avec une prise de fonction à compter du 1er avril 2011 ;

D E C I D E

Article 1er : La décision n° 045/09 du 03 décembre 2009 est annulée.

Article 2 : Délégation

a) Délégation permanente est donnée à Monsieur Pascal BACHER à l'effet de signer :

- Les marchés selon procédure adaptée inférieurs à 90 000€ HT, tous bons de commandes, documents, certificats, attestations, conventions, notes, correspondances et bordereaux propres à l'activité des Services Economiques et des travaux à l'exclusion des correspondances aux administrations centrales et des notes de services ;

- en cas d'absence ou d'empêchement, du chef d'établissement, les marchés et les notes de services relevant de l'activité de la Direction des Services Economiques et des travaux.

b) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal BACHER, délégation est donnée à Monsieur Grégory LEMAITRE, Attaché d'Administration Hospitalière à la Direction des Services Economiques, à effet de signer tous bons de commandes, certificats, attestations, notes, correspondances courantes et bordereaux propres à l'activité des Services Economiques et des travaux.

c) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Grégory LEMAITRE, sa délégation est donnée à Mademoiselle Stéphanie KRIGUER, adjoint des cadres à la Direction des Services Economiques.

d) Délégation permanente est donnée à Monsieur Jean Paul SAUVAGEOT, ingénieur en chef, à l'effet de signer :

- les ordres de service, certificats, attestations, notes et correspondances courantes relatifs aux travaux et à l'activité des services techniques.

- en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal BACHER, tous documents relevant de l'activité du bureau des travaux.

e) Délégation permanente est donnée à Monsieur Patrice ROBIN, ingénieur, à l'effet de signer tous certificats, notes et correspondances courantes, relatifs aux travaux dont il assure la maîtrise d'œuvre, ainsi que les ordres de service n'entraînant pas d'incidence financière.

f) En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean Paul SAUVAGEOT, sa délégation est donnée à Monsieur Patrice ROBIN, ingénieur, à l'exclusion des ordres de service entraînant une incidence financière.

Article 3 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Pascal BACHER, Directeur Adjoint, à effet de signer au nom de Monsieur Gilles BAROU, Directeur, en son absence pour les actes suivants ainsi limités :

- les conventions,

- tous documents et correspondances,

- communication et copies de pièces.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur, Président de la Commission d'Appel d'Offres constituée au sein du Centre Psychothérapique de Nancy, la suppléance sera assurée par Monsieur Pascal BACHER, Directeur Adjoint Chargé des Services Economiques.

Article 5 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Pascal BACHER, Directeur Adjoint, à effet de signer lors des gardes administratives tous les certificats, décisions, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 6 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Jean Paul SAUVAGEOT, ingénieur à effet de signer lors des gardes administratives tous les certificats, décisions, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 7 : Délégation permanente est donnée à Monsieur Grégory LEMAITRE, Attaché d'Administration Hospitalière à effet de signer lors des gardes administratives tous les certificats, décisions, bulletins relatifs à l'application des dispositions du Livre 2 du Code de la Santé Publique relatif à la lutte contre les maladies mentales.

Article 8 : Les signatures des agents visés à l'article 2 sont annexées à la présente décision. Elles doivent être précédées de la mention "Pour le Directeur et par délégation" suivie du grade et des fonctions du signataire.

Le prénom et le nom dactylographiés des signataires devant suivre leur signature manuscrite.

Article 9 : La présente délégation prend effet le 1er avril 2011. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Laxou, le 30 mars 2011

Le Directeur,
Gilles BAROU

VILLE DE TOUL

Arrêté du 20 octobre 2010 concernant le Règlement Local de Publicité applicable sur le territoire de TOUL

Le Maire de TOUL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Environnement livre V, titre VIII relatif à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes,

VU le Code de la route, livre IV, titre 1er, chapitre VIII,

VU la délibération du Conseil Municipal du 23 septembre 2009 instituant un groupe de travail chargé du suivi de l'étude et de l'élaboration d'un règlement local de publicité sur le territoire de la commune,

VU l'arrêté préfectoral en date du 9 décembre 2009 portant constitution du groupe de travail chargé d'élaborer le projet de réglementation de la publicité,

VU l'avis réputé favorable de la commission des sites consultée le 23 juin 2010,

VU la délibération du conseil municipal en date du 29 septembre 2010, adoptant le projet du règlement local de publicité,

CONSIDÉRANT que la commune soucieuse de poursuivre sa politique d'embellissement du cadre de vie souhaite encadrer davantage enseignes et publicités en instaurant un règlement local de publicité,

CONSIDÉRANT qu'il est utile de réviser le règlement de publicité pour renforcer les prescriptions qui répondent aux exigences de la municipalité,

ARRETE

Article 1er : En complément des règlements nationaux applicables, les publicités, enseignes et pré-enseignes sont soumises sur le territoire de la commune de Toul aux dispositions du règlement local de publicité annexé au présent arrêté.

Article 2 : Le présent règlement annulera le règlement de publicité en date du 14 avril 1986 dès son entrée en vigueur.

Article 3 : Le présent arrêté et le document graphique annexé seront tenus à la disposition du public à la mairie, ainsi qu'à la préfecture, et seront annexés au Plan Local d'Urbanisme.

Le présent arrêté sera affiché en mairie, fera l'objet d'une mention en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté est adressée, chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Monsieur le Chef du Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires.

Toul, le 20 octobre 2010

Nicole FEIDT,
Maire de Toul

Le MAIRE : certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa réception par le représentant de l'Etat.

AVIS ET COMMUNICATIONS

AUTRES SERVICES

INSTITUT NATIONAL POLYTECHNIQUE DE LORRAINE

Avis de recrutements externes d'adjoints techniques de recherche et de formation

En application de l'article 51 du décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985 modifié relatif aux dispositions statutaires applicables aux ingénieurs et aux personnels techniques et administratifs de recherche et formation du ministère de l'éducation nationale, des recrutements externes sans concours d'adjoints techniques de recherche et de formation des établissements relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche auront lieu, au titre de l'année 2011, dans les établissements publics d'enseignement supérieur et les établissements publics administratifs sous la responsabilité des présidents ou des directeurs de ces établissements.

Ces recrutements sont organisés par branche d'activité professionnelle et par emploi type (cf. tableau ci-dessous.)

Branche d'activité professionnelle	Emploi-type	Établissement/ Localisation	Nombre de postes ouverts au recrutement 2011
Sciences du vivant	Préparateur en biologie	Institut National Polytechnique de Lorraine	1
Patrimoine, logistique, prévention et restauration	Opérateur logistique	Institut National Polytechnique de Lorraine	1
Gestion et Pilotage	Adjoint en gestion administrative	Institut National Polytechnique de Lorraine	1

Aucune condition de titre ou de diplôme n'est exigée de la part des candidats souhaitant se présenter à ces recrutements.

Les registres d'inscription sont ouverts dans chacun des établissements concernés dès la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Meurthe et Moselle. Ils seront clos dans le délai d'un mois après cette publication, cette date constituant la date limite de retour des dossiers d'inscription.

Les dossiers de candidature sont constitués d'une lettre de candidature et d'un curriculum vitae détaillé indiquant le niveau d'étude ainsi que, le cas échéant, le contenu et la durée des formations suivies et des emplois occupés.

Ils doivent être adressés à :

Etablissement	Adresse	Téléphone	Fax
Institut National Polytechnique de Lorraine	Direction des Ressources Humaines 2 Avenue de la Forêt de Haye 54500 VANDOEUVRE LES NANCY	03.83.59.59.58 03.83.59.59.70 03.83.59.59.10	03.83.59.59.55

Chaque université affectataire arrête la création d'une commission de sélection chargée d'examiner les candidatures. Cette commission est composée d'au moins trois membres désignés par l'autorité chargée de la direction de l'établissement dont au moins un membre est extérieur à l'établissement.

La commission de sélection examine les dossiers de chaque candidat. Au terme de l'examen des dossiers de candidature déposés dans le délai fixé ci-dessus, la commission procède à la sélection des candidats puis à l'audition des candidats retenus.

Pour le retrait des dossiers de candidature, et tout renseignement complémentaire, vous devez vous adresser à l'établissement. Si des postes de diverses universités intéressent les candidats, ils sont priés d'adresser un dossier par établissement.

Références : JORF n° 0049 du 27 février 2011

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE**Avis de concours sur titre du 1er avril 2011 en vue de pourvoir un poste de manipulateur d'électroradiologie médicale**

Référence : décret n° 89-613 du 1er septembre 1989 modifié par le décret n° 2001-825 du 7 septembre 2001

Un concours sur titres est organisé au Centre Hospitalier de Lunéville (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir 1 poste de manipulateur d'électroradiologie médicale

I – CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux candidats titulaires du diplôme de Manipulateur d'électroradiologie médicale.

Les candidats doivent être âgés au plus de quarante cinq ans au 1er Janvier de l'année du concours.

La limite d'âge mentionnée ci-dessus est reculée dans certaines conditions.

II – RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

La demande d'inscription à ce concours est à déposer ou à adresser sous pli recommandé à :

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
Direction des Ressources Humaines
6 Rue Girardet
54300 LUNEVILLE

La demande d'admission à concourir doit être accompagnée des pièces suivantes :

- un justificatif de nationalité,
- un extrait de casier judiciaire ayant moins de trois mois de date,
- les diplômes et certificats dont les candidats sont titulaires,
- le cas échéant, un état signalétique et des services militaires,
- un certificat médical délivré en application de l'article 10 du décret du 19 avril 1988,
- pour les candidats bénéficiaires de dispositions législatives et réglementaires permettant un recul de la limite d'âge, les pièces justificatives,
- un curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre, indiquant le ou les titres détenus.

DATE LIMITE DE DEPOT DU DOSSIER DE CANDIDATURE :
1 mois à compter de la publication du présent avis

Lunéville, le 1er avril 2011

Le Directeur,
J.M. LALLEMAND

